

SUPPLÉMENT 4 PAGES : POLOGNE — 6 F

T2137-425-6,00 F

le monde

ISSN 0026-9433

libertaire

rédaction
administration
145, rue Amelot
75011 paris
tel: 805 34.08
Règlements à
l'ordre de Publico

N° 425 JEUDI 24 DÉCEMBRE 1981 6,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

LUTTONS AVEC SOLIDARITE

L' HISTOIRE ne peut pas être éternellement manipulée par des individus ou des partis pour servir de justification à leurs idéologies finissantes. Cette histoire nous montre et continuera à nous montrer que tout pouvoir exercé sur un ensemble de personnes va à l'encontre de l'émancipation de celles-ci.

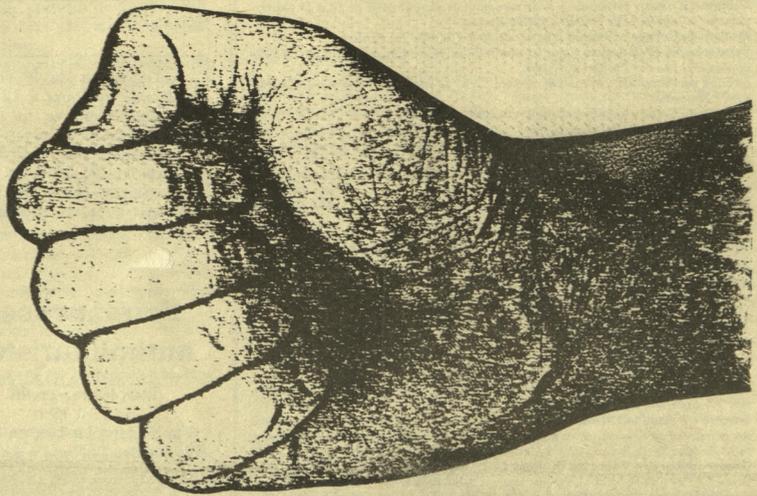
De même qu'un pouvoir, aussi puissant soit-il, ne peut étouffer totalement ce même désir d'émancipation.

De l'oligarchie au système parlementaire que nous connaissons aujourd'hui en France et qui laisse croire au citoyen qu'il détermine l'orientation du pays ; de l'Etat théiste à l'Etat marxiste, quels que soient le panachage, la couleur, le nombre de dirigeants, l'individu, lui, reste exploité. L'exploitation économique demeure le centre de toutes les autres formes d'exploitation. Afin de mieux abuser les individus et de justifier leur domination, on a inventé les dieux puis, avec la concentration du pouvoir et la généralisation des conditions de domination, on a ré-

duit ces dieux à un seul, image symbolique du pouvoir royal.

Avec le renversement de la société régaliennne et le remplacement de la classe aristocratique par la classe bourgeoise, les abstractions ont remplacé les dieux, remplissant la même fonction de justification de la domination : ce sont des principes, des structures qui sont posés comme intangibles et à l'origine de toute chose.

suite page 3



FP. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN - ZYEURE
ALPES-MARITIMES : GROUPE DEPARTEMENTAL NICE - CANNES
ARDECHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSAILLE - BOUC-BEL-AIR - GARDONNE
DOUBS : BESANCON
EURE : EVREUX
GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
GIROUNDE : BORDEAUX - CADILLAC
HERAULT : BEZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SENE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE - VALENCIENNES
OISE : CREIL - BEAUVAIS
ORNE : FLERS-LA FERTE-MACE
HAUTE-GARONNE : GROUPE REGION TOULOUSAIN
RHONE : LYON
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
PUY-DE-DOME : CLERMONT - FERRAND
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL
YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4°, 5°, 6°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 18°, 20°.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - VILLEJUIF

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-sur-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE - LA DÉFENSE
 - HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - DEUIL-MONTMAGNY

LIAISONS

PROFESSIONNELLES
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hémin-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin
EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura Reims,
ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Versailles
OUEST : Brest, Bégard, Quimper, Caen, Pont-Audemer, Laval, La Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême
CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy,
SUD : SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Montauban
RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry
CORSE : Ajaccio
LA RÉUNION : liaison anarchiste
GUADELOUPE : Basse-Terre

PERMANENCES F.A.

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.
Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teliier au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
Groupe du 11° : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens, Germinat c/o BP 7, 80330 Longueau.
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15°), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 h.
Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18°. **Groupe Fresnes-Antony** : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23). 80.17.09).
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20°. Permanences le 1° et 3° jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Baltant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.
Groupe F.A. de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 h, place de la République, à Limoges.
Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.
Permanences F.A. et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillovard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au R.U. B. Campus.
Groupe d'Angoulême : permanences lors de la vente du Monde libertaire, tous les dimanches matin, à 10 h 30, au Marché couvert d'Angoulême.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11° (M° République) - tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Les libertaires du Sud-Finistère désireux d'entrer en contact avec la liaison FA de Quimper sont invités à écrire aux RI qui transmettront.

Les libertaires du département de l'Orne (région de Flers), intéressés par la propagande anarchiste, peuvent prendre contact avec le groupe de Flers-la-Ferté-Macé en écrivant aux RI qui transmettront.

Le groupe du 10° arrondissement de Paris informe ses sympathisants qu'il tiendra ses réunions tous les mardis soir de 17 h 45 à 19 h à Publico.

La liaison FA Isère invite tous les sympathisants de la région à la contacter (par les RI) pour développer ensemble la présence anarchiste sur la région.

En raison de la fin de l'année, la prochaine permanence mensuelle du groupe d'Evreux sera exceptionnellement avancée au mercredi 30 décembre, de 18 h à 19 h 30. Salle des Associations, derrière la mairie d'Evreux. On peut d'autre part contacter le groupe en écrivant au CES, BP 237, 27002 Evreux Cedex.

VOLONTÉ ANARCHISTE N° 15 EST PARUE

Plaidoyer pour l'anarchisme, de R.P. Woolf.

Le numéro est au prix de 10 francs, en vente à Publico. On peut s'abonner à la collection *Volonté anarchiste* et faire comprendre dans son abonnement des numéros déjà parus. Les tarifs d'abonnement avant la sortie du prochain numéro sont de 80 F les 8 numéros, de soutien : 120 F. Il est à adresser au nom de ASH, CCP 21 600 42 C Paris et à envoyer à groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

A l'occasion de la sortie du *Monde libertaire* à 12 pages hebdomadaires, un tract fédéral vient d'être tiré. Il est disponible à Publico au prix de 17, 50 F les 500 exemplaires (frais de port compris pour la province).

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers

* * *
 Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h
 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
 Dépôt légal 44 149 - 1° trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse



Affiche rééditée par les Relations extérieures
 Prix : 2 F l'unité,
 0,70 F à partir de 10 ex.
 (frais de port compris pour la province)

Le groupe Proudhon (FA, Besançon), vient d'éditer le n° 1 de son mensuel *Drapeau noir*. Abonnement 30 francs pour l'année. Adresse CESL, BP 121, 25014 Besançon Cedex, ou en écrivant à Publico.

Le groupe Malatesta a réédité la brochure de Pierre Kropotkine *L'Anarchie, sa philosophie, son idéal*. En vente à Publico : 10 F.



Sommaire

PAGE 1 Solidarité avec les Polonais
 PAGE 2 Activités des groupes FA
 PAGE 3 En bref
 Amis lecteurs
 Chooz... Chut
 Solidarité avec les polonais
 PAGE 4 Solidarité et décentralisation

PAGES 5, 6, 7, 8 Dossier Pologne
 PAGE 9 Informations Internationales
 PAGE 10 Le scandale « Jeune Afrique »
 Les « hirondelles » du 14 décembre
 PAGE 11 Livres, spectacles...
 PAGE 12 Les trente-cinq heures
 La fin des illusions

Abonnez vous!

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	50 F	55 F	78 F
26 n°	95 F	110 F	150 F
52 n°	180 F	210 F	280 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F
 CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville
 à partir du N° (inclus) Pays
 Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
 Règlement (à rendre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste

en br

Le collectif...
 informe les...
 la diffusion...
 qu'elles peu...
 à l'adresse...
 29105 Quim...

Le ciné-clu...
 les 5 et 6 d...
 la guerre d...
 précédant l...
 vit Béziers...
 d'extrême-d...
 à la suite de...
 du film La B...
 du 9 au 10...
 détruisait l...
 le chantage...
 doit cesser.



Ap

Au sein...
 riés, une c...
 constituée...
 elle seule l...
 la bourgeo...
 classe s'est...
 perfectionn...
 et qui se v...
 le marxisme...
 Ici encor...
 justification...
 cherche d...
 classe petit...
 no-bureauc...
 revient à...
 faits Dieu...
 d'une caste...
 il n'est que...
 on change...
 de la scien...
 bien ou de...
 le souligna...



il n'est pas...
 entre le par...
 et le parti-p...
 Aujourd'...
 l'Ouest, les...
 goivent. Et...
 logne vien...
 de plus qu...
 compatible...
 d'émancipa...

La réalité...
 ter. Pourra...
 concrets. L'...
 et ses fissu...
 colère des...
 Et à traver...
 les protesta...
 les travaille...
 Nous ne...
 les gouvern...
 derrière la...
 rence dans...
 res de la Po...
 tat n'est pa...
 vailleurs. N...

en bref... en bref...

Le collectif anarchiste de Quimper informe les personnes intéressées par la diffusion des idées libertaires qu'elles peuvent le contacter à l'adresse suivante : CAC, BP 140, 29105 Quimper Cedex.

Le ciné-club biterrois a organisé les 5 et 6 décembre, un week-end sur la guerre d'Algérie. La semaine précédant les projections des films vit Béziers se couvrir d'affiches d'extrême-droite. Le directeur, à la suite de menaces, a annulé le film *La Bataille d'Alger*. Dans la nuit du 9 au 10, une charge de plastique détruisait l'entrée du cinéma : le chantage à la terreur fasciste doit cesser.



Radio-Libertaire sur 89,5 MHz (Emet sur Paris et proche région tous les jours, sauf dimanche, de 18 à 22 h)

Appel à la solidarité avec les travailleurs polonais

suite de la page 1

Au sein de la classe des salariés, une catégorie nouvelle s'est constituée, revendiquant pour elle seule le pouvoir détenu par la bourgeoisie. Cette nouvelle classe s'est réclamée d'une forme perfectionnée de la métaphysique et qui se voudrait scientifique : le marxisme.

Ici encore, il ne s'agit que d'une justification idéologique à la recherche du pouvoir de cette classe petite bourgeoisie : la techno-bureaucratie. Conserver l'Etat revient à réintroduire dans les faits Dieu et le pouvoir absolu d'une caste ou d'une classe, dont il n'est que le paravent, même si on change son nom pour celui de la science, de l'homme, du bien ou de l'histoire. Ainsi que le soulignait Michel Bakounine,

de l'internationalisme pour les travailleurs.

La droite, et son aile dure, crie « à l'assassin », elle qui proteste si peu face aux régimes fascistes. On peut douter de la cohérence de ce type de solidarité. L'extrême-gauche — plus orthodoxe que les divers PC — ne voit ou ne veut voir dans le problème polonais que l'expression d'une dégénérescence du marxisme, à savoir le stalinisme. Nul doute que des effusions de sang n'entameront pas les certitudes des marxistes. Il en faudra bien d'autres pour qu'ils voient aux gémonies le matérialisme historique et ses applications, l'Etat ouvrier restant leur mot d'ordre.

Le mal, il faut le prendre à la racine, c'est-à-dire dans l'essence même de l'Etat. C'est lui

partout selon nos moyens. Dans nos syndicats, dans la rue, participons au soutien pour que les travailleurs polonais sachent qu'ils ne sont pas seuls, obligeons par la pression populaire les Etats à desserrer l'étau que Jaruzelski impose à la Pologne, donnons les moyens aux syndicats libres dans les pays de l'Est de casser l'appareil répressif du pacte de Varsovie. Armons le peuple polonais, non avec les armes que nous ne possédons pas, mais par la dénonciation dans notre vie quotidienne — au sein de nos entreprises, dans nos quartiers — de la démagogie marxiste, aujourd'hui en France, de la démagogie du pouvoir quel qu'il soit. Armons-le par notre solidarité effective.

Les anarchistes affirment que les travailleurs polonais, et tous les autres travailleurs, ne peuvent compter sur aucun pouvoir. La lutte des travailleurs polonais sera l'œuvre des Polonais eux-mêmes. C'est à eux de trouver la voie de leur émancipation.

L'explication anarchiste est une arme, notre proposition de société sans classe, sans Etat se fonde sur un principe d'organisation fédératif de la distribution dans l'égalité économique, avec un principe fondamental : la solidarité.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Les travailleurs immigrés résidant dans un foyer au 63, rue du Chevaleret, dont le propriétaire est le Bureau d'aide sociale de la ville de Paris, entament leur sixième mois de grève des loyers. Les raisons de cette grève sont multiples : augmentation du loyer de 45% ; conditions de vie lamentables : une chambre pour trois personnes (15 m²), service sanitaire en partie hors d'usage depuis plus d'un an, couvertures, rideaux pas nettoyés depuis sept ans...

Pour l'instant, les loyers ne sont pas payés et sont versés sur un compte bloqué en dépôt.

Soutenez-les, allez les voir au 63, rue du Chevaleret (13^e).



il n'est pas possible de concilier entre le parti-pris révolutionnaire et le parti-pris conservateur.

Aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest, les hommes s'en aperçoivent. Et les événements de Pologne viennent confirmer une fois de plus que le pouvoir est incompatible avec toute forme d'émancipation.

La réalité est dure à affronter. Pourtant, les faits sont là, concrets. L'Eden marxiste craque et ses fissures laissent passer la colère des travailleurs polonais. Et à travers le monde s'élevaient les protestations, en solidarité avec les travailleurs polonais.

Nous ne pouvons accepter que les gouvernements se retranchent derrière la position de non-ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne. La raison d'Etat n'est pas la raison des travailleurs. Nous nous réclamons

Amis Lecteurs

Le Monde libertaire que vous tenez en main comporte douze pages. Quatre pages supplémentaires pour que nous puissions analyser les événements de Pologne. Car à l'Est, rien de nouveau, le bruit des bottes cadence les petits matins de Varsovie, Gdansk, Szczecin... De nouveau, le visage du marxisme est celui des T 34.

Quatre pages supplémentaires, car vous avez pu constater, la semaine dernière, à l'occasion des manifestations contre le putsch militaire, comment nos interventions étaient trahies par la grande presse. Nous savions n'avoir à attendre de cette baïllonneuse que falsifications, mensonges et délation; une fois de plus, la preuve est faite.

Accompagnant le coup d'Etat polonais, le concert des pleureuses et donneurs de leçons a pu s'exprimer à longueur de colonnes. Notre voix, parce qu'elle est spécifique et libre, doit résonner pour offrir une étude des faits à la lumière des propositions anarchistes.

Que ces faits renforcent notre volonté de créer un hebdomadaire plus fourni en pagination ! Et nous sentons tous cette nécessité, car depuis un mois que cette campagne pour le 12 pages est lancée, les abonnements ont augmenté (une soixantaine de plus) et la souscription se développe. Nous devons continuer et atteindre nos objectifs : 300 abonnés nouveaux et 100 000 F. Actuellement 16 047 F ont été recueillis, il nous reste encore un mois pour multiplier ces chiffres.

Pour soutenir le Monde libertaire, abonnez-vous, souscrivez ! Les administrateurs P. BEDOS — J. RÉMOND

NUCLÉAIRE

CHOOZ... CHUT !

CHOOZ : petite commune du nord des Ardennes, près de Givet. Peu ou pas connue par la majorité des gens. Tout juste une ligne dans certains dictionnaires où est quand même signalée la « spécialité » de cette région : la centrale nucléaire. Une bonne petite centrale assez ancienne qui ne s'en fait pas de trop, en se moquant du village et de ses alentours sacrifiés pour « l'intérêt de la nation ». Et comme si cela n'était pas suffisant, vers décembre 1977, des rumeurs circulaient comme quoi « on » lui préparait une petite sœur : Chooz II. Aussitôt, le conseil municipal de Chooz se prononce contre. L'EDF, pour brouiller les cartes, annonce officiellement en 1978 qu'elle envisage également un autre site : Fumay (un peu plus au sud).

En décembre 1978, le conseil municipal réaffirme son opposition. Alors, des « sondages » sont effectués sur les deux sites et comme par hasard Chooz semble être le plus favorable pour réaliser cette deuxième centrale. On revient aux mêmes positions.

Les centrales nucléaires ne sont plus considérées comme « polluantes »



qu'en 1977, Chooz est « l'élu ». Pourtant, une consultation populaire organisée par la municipalité montre que deux tiers des habitants est contre. Le 20 mars 1980, se constitue le Front commun ardennais (FCA) composé de syndicats, mouvements écologistes et partis politiques où le PS dit qu'il est « contre » (mais oui, ce parti deviendra « pour » après le 10 mai). Le 6 mai, une enquête « d'utilité publique » est ouverte. Pour que tout se déroule bien, CRS et gardes mobiles veillent, ce qui permet aux communes entourant le site d'admirer une jolie démonstration de ces « gardiens de la paix sociale » (ou de la passivité sociale ?).

Pendant cette période, pressés tous les jours, des affrontements ont lieu entre les « gentilles » forces de l'ordre et les « méchants » antinucléaires. Le 17 juin, on clôture l'enquête. Un point positif dans tout cela : les habitants ont vraiment compris ce que signifiait le slogan : « Société nucléaire, société policière », car l'état de siège était proclamé durant cette enquête. Des manifestations se déroulent jusqu'en avril 1981 où s'ouvre l'enquête parcellaire. Les affrontements entre opposants et forces de l'ordre s'accroissent. Mai 1981 arrive avec ses élections présidentielles. Mitterrand, par écrit, s'engage à ne pas ouvrir de nouveaux chantiers, en particulier à Chooz. Son élection entraîne une courte eupho-

rie chez certains opposants, car d'autres restent sur la défensive, car ils savent ce que valent les promesses électorales. Le 24 octobre, il y a une manifestation au chef-lieu (Charleville) à laquelle participent la liaison de Charleville et des membres du groupe de Reims avec tracts et banderole. Une semaine après, une autre manifestation a lieu à Chooz. Le grillage de la centrale est découpé et des manifestants pénètrent à l'intérieur. Les actions deviennent de plus en plus nombreuses, la mairie de Revin, qui est celle du député de la circonscription, est occupée symboliquement. De l'autre côté de la frontière, les Belges manifestent aussi leur opposition (avec le Front d'action wallon).

Le 19 novembre, une délégation est reçue à l'Elysée qui, évidemment, se montre fort complaisant. Alors, l'hypocrisie (caractéristique du gouvernement) est dévoilée lorsque le débat parlementaire débouche sur des votes organisés à Chooz, Golfech, Civaux, Le Pellerin, Cattenom. Les conseillers municipaux (pas la population) des communes concernées se prononcent pour avec une majorité trébuchante. Le traité Mitterrand, dont le parti signait les affiches avec le Front commun ardennais contre la centrale, prend le 25 novembre deux décisions : le site est dégelé (il fait partie des cinq dégelés au niveau national), un réacteur de 1 300 Mégawatts lui est attribué. Les premiers travaux sont prévus pour septembre 1982, l'entrée en service pour juillet 1988. Et le 12 décembre, le Journal officiel publiait le décret déclarant d'utilité publique la centrale de Chooz.

La traîtrise du gouvernement apparaît au grand jour. Un agriculteur déclare : « Il lui fallait des voix pour passer, il les a eues, maintenant il s'en fout ! », un autre continue à cultiver son champ, pourtant sur la liste noire de l'EDF. Mais il ne faut pas que cela dépasse le niveau local. C'est pour cela que Yvan Lecuire, porte-parole PS des Ardennes au congrès de Valence, s'est fait rappeler à l'ordre lorsqu'il a dit que Chooz II était le premier reniement du nouveau gouvernement. Mais la lutte ne s'arrête pas pour autant, car, comme l'a dit le Front commun ardennais : « Ceux qui ont envoyé des cocktails molotovs sous Giscard, il n'y a pas de raison pour qu'ils n'en lancent pas sous Mitterrand ».

Les gens de Chooz ont compris qu'élections rimaient avec piège à cons, que centrales de gauche et de droite sont identiques. Peut-être que certains iront même jusqu'à s'apercevoir que le nucléaire est aussi un choix de société. Car il serait étonnant que du jour au lendemain, d'eux-mêmes, ceux qui ont investi dans cette centrale y renoncent. C'est donc encore pour une poignée de capitalistes voulant encore augmenter leurs gains crapuleux qu'un village, qu'une société doit refuser la liberté de choisir. Seulement, pour reprendre un slogan bien connu dans la région : « L'été sera Chooz ».

Groupe de Reims

POLITIQUE INTÉRIEURE

Solidarité et décentralisation : les deux mamelles de l'Etat socialiste

Le mot « solidarité » semble être un des mots-clés du pouvoir socialiste. Si pour les militants anarchistes la notion de solidarité a des connotations précises, il n'en est pas moins vrai que le gouvernement socialiste qui a créé le premier ministère de la Solidarité. Ce nouveau ministère reprend certaines attributions du ministère de la Santé de Simone Veil et de son successeur : tout ce qui tourne autour de l'action sociale, les handicapés, les immigrés, la prévention et bien en-

bien que restant quand même le sixième dans l'ordre protocolaire, c'est-à-dire par ordre d'importance. Ce qui, dans l'organisation étatique, représente comme une espèce de hiérarchie.

On ne peut comprendre l'importance du ministère de la Solidarité que si on le met en rapport avec l'ensemble de l'organisation étatique, et plus particulièrement avec le plus important des ministères : le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation.



AFP

tendu la Sécurité sociale. Mais la grande différence avec le ministère de Simone Veil est, que dans ce dernier, l'attribution principale était la santé, tandis que dans le cas présent le ministère de la Santé devient un « petit ministère » séparé. Certaines des critiques qui ont été formulées portent sur cette dissociation du ministère de la Santé (qui réalise un certain nombre de dépenses) et du ministère de tutelle de la Sécurité sociale (qui est le ministère où se gèrent les recettes de la santé). Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité, affirme que cela n'est pas grave, car elle travaille en étroite collaboration avec son collègue de la santé. Dans les faits, nous pourrions dire que tout cela consiste à faire de la santé un secteur de la solidarité.

Le premier gouvernement Mauroy, celui qui devait assurer la transition en attendant les élections législatives, pouvait être considéré comme une répétition générale, comme un galop d'essais. Mais aussi, il avait un objectif principal qui était de gagner les législatives. Pour cela, les socialistes devaient affirmer ce qu'ils entendaient par changement, et donner un aperçu de l'organisation administrative étatique de la France telle qu'ils la souhaitent. Ce premier gouvernement pouvait donc être considéré comme une anticipation.

La réaction des milieux financiers, aussitôt le 10 mai, a été telle que les socialistes ont dû changer leur fusil d'épaule. Le problème principal n'était plus tant la mise en place immédiate d'une nouvelle organisation politique, mais de faire face aux problèmes du chômage et de la production industrielle. C'est ce qui a déterminé la formation du second gouvernement, ainsi que la nécessité du dosage de la représentativité des différentes formations et sensibilités formant la nouvelle majorité.

Le ministère de la Solidarité, dans le premier gouvernement, était un ministère d'Etat, c'est-à-dire un ministère majeur. Dans le second gouvernement, il devient un ministère ordinaire,

viendra « commissaire de la République », et ne sera plus que l'exécutant de l'Etat. Le conseil général sera, de la même façon qu'aujourd'hui, le législatif du département, et il se dotera d'autorités exécutives qui seront chargées d'appliquer ses décisions. D'autre part, toujours dans le projet socialiste, il existera un échelon supplémentaire dans l'organisation administrative du pays : la région. Elle sera dotée, comme le département, d'un conseil régional et d'un exécutif. A côté de celui-ci, existera un commissaire de région.

C'est ce projet qui a fait se dresser les vieux gardiens de la loi de l'Etat. Debré a même traité Mitterrand de proudhonien, de libertaire et exposé à la tribune de l'Assemblée nationale que l'ennemi de la République, c'est le fédéralisme, fédéralisme sous-jacent à la loi sur la décentralisation. Il a des lettres, le bougre ! Pour les centralistes, ce projet marque la fin de l'Etat par l'éclatement des régions. Effectivement, la question que l'on peut se poser est : que se passe-t-il quand un département, une région prend des décisions contraires à celles prises par l'Etat ? Ou si elle refuse l'application des décisions prises par l'Etat ?

Dans la réalité, il ne se passera rien, pour deux raisons : la première est que le ministre de l'Intérieur restera le tuteur des régions et départements. Toutes les lois édictées au niveau local devront transiter par l'Etat, et celles qui seront jugées anti-constitutionnelles ou autres seront rejetées. D'autre part, il est prévu un partage des compétences entre l'Etat et les régions et départements. Le ministère de l'Intérieur (les flics), l'armée, l'équipement industriel entre autres, resteront du ressort de l'Etat. Les compétences propres aux régions et départements seraient donc dans les autres domaines, par exemple : chaque région aurait sa propre politique de développement économique, d'équipement, d'agriculture, etc.

Comme on le voit, l'autorité de l'Etat n'est pas remise en cause et la décentralisation n'est pas l'autogestion. Ceci ne serait-ce que parce que les conseillers généraux et régionaux ne sont pas révocables et qu'ils ont un pouvoir social lié à leur position de coordinateur des affaires locales.

D'autre part, il n'est pas possible d'envisager une autogestion sur le plan uniquement politique (organisation administrative d'un espace géographique donné) et non sur le plan économique. Créer un système de gestion de la société où le politique soit dissocié de l'économique est un non-sens, dans la mesure où il y aurait deux centres de décisions; c'est-à-dire que pour qu'il y ait une coordination au niveau de l'ensemble social, il faudrait établir, à un moment donné, une prévalence de l'un des deux ordres sur l'autre, ce qui revient à établir une structure de pouvoir dans l'organisation sociale, ou un Etat. Donc, il n'y a plus d'autogestion, mais soit capitalisme d'Etat (quand l'ordre politique prévaut sur l'ordre économique), soit capitalisme privé (quand l'ordre économique prévaut sur l'ordre politique).

Et enfin, l'autogestion suppose le fédéralisme et la souveraineté intégrale des collectivités territoriales à l'intérieur de leur compétence géographique. Donc, la décentralisation n'est pas l'autogestion, quoi que l'on puisse en dire. Et ceci d'autant moins que l'Etat étant la structure sur laquelle se fonde cette décentralisation, qui garantit la « légalité » des décisions des assemblées locales, il ne peut « déperir » sans qu'elles « déperissent » elles aussi.

Et la solidarité dans tout ça ? Nous disions plus haut que le propre de l'Etat est qu'il est une structure de pouvoir dont la compétence s'étend sur les individus qui vivent sur une unité géographique donnée. Le ministère de la Solidarité a deux domaines d'intervention : d'une part la coordination entre les régions, et d'autre part, une coordination entre les groupes sociaux. Le ministre de la Solidarité, Nicole Questiaux, dans une interview au journal *Le Monde* en date du 2 juin, déclarait entre autres, que les attributions de son ministère étaient d'appliquer « une vue d'ensemble aux transferts sociaux », « d'éviter les contradictions pouvant naître des différences de statut des différentes régions, que ce soit sur le plan économique ou sur le plan social. » Autrement dit, il s'agit de répartir les différences et d'harmoniser ou de créer un lien entre les affaires intérieures des différentes unités géographiques. Ce qui veut dire que les décisions de transferts socio-économiques entre les régions ou départements, ne se prennent pas dans le cadre éga-

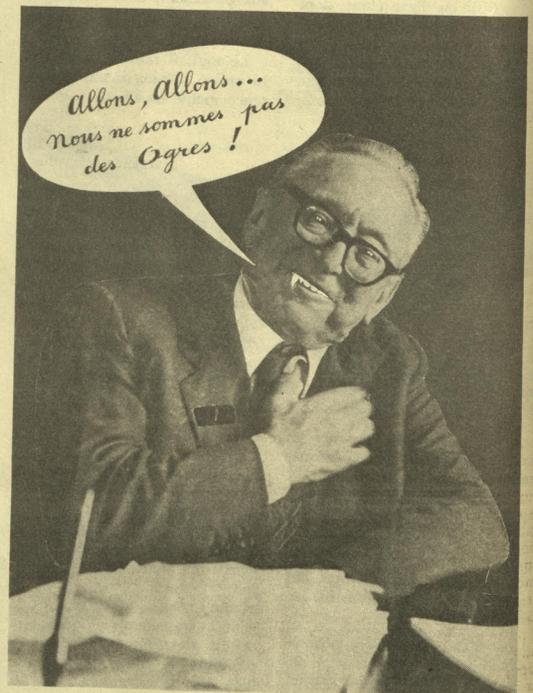
la décentralisation aurait pu l'affaiblir.

En ce qui concerne les relations du ministère de la Solidarité avec les différents groupes sociaux en présence, il est à noter que le ministre de la Solidarité a à sa disposition trois secrétariats d'Etat : un secrétariat d'Etat à la famille, un secrétariat d'Etat aux personnes âgées et un secrétariat d'Etat aux immigrés. Le travail de ces secrétariats est d'établir une collaboration entre l'Etat, le secteur associatif et les collectivités sociales. Il s'agit donc bien d'un encadrement étatique des structures d'action sociale en faveur des catégories sociales marginalisées.

Et un dernier point important est celui de la Sécurité sociale : le gouvernement Giscard avait pris une mesure qui mettait les caisses de Sécurité sociale sous le contrôle direct de l'Etat, en désignant lui-même les administrateurs des caisses. Les syndicats voudraient bien que le rétablissement de la situation précédente, c'est-à-dire un retour à l'élection des administrateurs. Par son absence de réponse sur la question, il est clair que le ministre de la Solidarité entend garder le pouvoir sur la Sécurité sociale.

A travers le ministère de la Solidarité, nous assistons à un renforcement du pouvoir d'Etat, à un renforcement de sa fonction de contrôle social ou des populations. Ceci, à travers l'institutionnalisation d'une fonction qui, à l'origine, était diffuse dans l'ensemble du corps social.

Au-delà des déclarations de principe, c'est à la mise en place



litaire de relations de contrat, c'est-à-dire de façon fédéraliste, mais dans le cadre d'une entité politique indépendante et en position de pouvoir par rapport aux régions et départements : l'Etat. Par l'intermédiaire du ministère de la Solidarité, il y a donc bien un renforcement de l'appareil d'Etat, dans la mesure où

d'une société d'assistés, à laquelle vont procéder les beaux parleurs du PS, une société dans laquelle l'Etat et la classe sociale qui en dispose géreront tous les secteurs de la vie sociale, notamment ceux qui sont l'effet de la divergence entre les intérêts des possédants et des possédés.

Serge (gr. Deuil-Montmagny)

cialiste

alisation aurait pu

concerne les relations entre le ministère de la Solidarité et différents groupes. Il est à noter que la position de la Solidarité est un secret d'Etat et que les secrétaires d'Etat sont âgés et un secret d'Etat aux immigrés. Les secrétaires d'Etat sont en collaboration avec les secrétaires d'Etat et les secrétaires d'Etat. Il s'agit donc d'un cadre ministériel d'action sociale en catégories sociales.

Un point important est la Sécurité sociale : Giscard avait une politique qui mettait la Sécurité sociale sous le contrôle de l'Etat, en même temps les administrations. Les syndicats ont vu que le rétablissement de la Sécurité sociale était un retour à l'élection présidentielle. Par son absence sur la question, le ministre de la Sécurité sociale ne peut pas garder le pouvoir.

Le ministère de la Sécurité sociale assiste à un point de vue de l'Etat, de sa fonction sociale ou des autres, à travers l'insécurité d'une fonction sociale. Les déclarations de la Sécurité sociale sont à la mise en place.



assistés, à laquelle les beaux parleurs ont été dans laquelle la Sécurité sociale qui en tous les secteurs, notamment ceux de la divergence des possédants

(uil-Montmagny)

DOSSIER POLOGNE

La troisième révolution en marche

A l'heure où j'écris ces lignes, la situation en Pologne est encore passablement confuse. On sait qu'ici et là, les travailleurs et la population dans son ensemble, résistent par des grèves, des occupations et des manifestations, au coup d'Etat militaire, mais on ignore l'étendue de cette résistance. On sait que la répression est massive (plusieurs dizaines de milliers d'arrestations) mais on manque

placés d'emblée dans cette perspective ? En clair, en gangrenant littéralement tous les rouages et les différents niveaux de la société communiste, Solidarité n'a-t-il pas, comme jamais encore, préparé le terrain pour une épreuve de force dont on sait bien que si elle ne s'appuie pas sur un effondrement partiel ou total des structures du pouvoir, elle n'a aucune chance de déboucher ? En d'autres termes même si le syn-

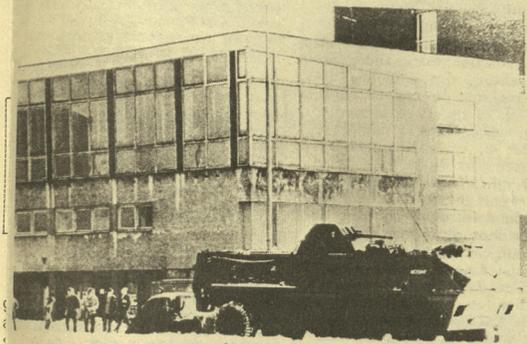
port de force. Il entérinait notamment les élections à bulletins secrets, la diminution du nombre de fonctionnaires et le non cumul des charges. Devant cette « évolution » du parti, le Kremlin envoyait alors au POUF une lettre accusant ouvertement Kania et Jaruzelski de ne pas s'opposer aux attaques contre le socialisme menées de l'extérieur et à l'intérieur du parti par Solidarité : les 9 et 10 juin cependant le plénum du parti refusait de céder à l'URSS et Kania voyait finalement sa position renforcée. Le 14 juillet voyait alors s'ouvrir le congrès du parti donné dans les organes dirigeants. Conscients de ce flottement, Solidarité en profitait pour reprendre l'initiative et le syndicat entamait la grande bataille de l'autogestion en organisant ici et là l'élection des directeurs d'usines et des chefs d'entreprise. Dans le même temps la pénurie alimentaire s'installait et on voyait apparaître les premières marches de la faim. De nouvelles négociations étaient donc entamées en août 1981, Solidarité proposant l'autogestion des samedis libres et commentant, devant l'effondrement du parti, à poser le problème de sa venue aux affaires par le biais d'une prise en main de la gestion de l'économie. Lors de son congrès en septembre, le syndicat se permettait de réclamer des élections libres. En face c'était Jaruzelski évinçant Kania cumulant désormais les fonctions de premier ministre, de ministre de la défense et de secrétaire général. Jaruzelski proposait alors un accord politique à Solidarité sous la forme d'une plateforme d'entente nationale mais les négociations traînaient. Les 27 et 28 novembre le secrétaire général qui était aussi le général secrétaire durcissait alors le ton en demandant les pleins pouvoirs à la Diète.

Le 24 octobre 1980 sous la menace d'une grève générale, le tribunal acceptait finalement l'enregistrement des statuts mais en y ajoutant un paragraphe mentionnant notamment la reconnaissance par le nouveau syndicat du « rôle dirigeant » du parti. Dans un premier temps, Solidarité refusa cette adjonction mais très vite un compromis était trouvé. L'essentiel se situait à l'évidence à un autre niveau que celui des mots inscrits sur un bout de papier. L'important était que l'existence du syndicat soit reconnue par la loi. Ensuite, dans la pratique, on pouvait toujours interpréter au plus large le rôle dirigeant du parti. C'est ce qui fut fait. Des conflits locaux éclatèrent en effet un peu partout après la reconnaissance de Solidarité. Le 20 novembre 1980, la police excédée par la contestation rampante qui recouvrait le pays tout entier arrêtait Jan Narozniak, l'un des imprimeurs de Solidarité. Le 24 novembre, l'usine d'Ursus se mettait alors en grève pour protester et donnait le ton à une marche en droite ligne vers la grève générale. Le pouvoir cédait alors mais la dénonciation des préfets et des forces de répression n'en prenait que plus d'ampleur. Au cours du mois de décembre avec l'inauguration d'un monument à la mémoire des victimes de la répression à Gdansk en 1970 l'hypothèse d'une intervention militaire des troupes du pacte de Varsovie se faisait alors pressante. Lech Walesa, cédant alors à la pression des modérés prenait ses distances avec les membres du KOR, présentés par le pouvoir comme des extrémistes, et cela désamorçait pour un temps l'hypothèse de l'intervention militaire. Très vite cependant la tension remontait de nouveau. Les négociations sur les samedis libres ayant échouées, Solidarité passait à l'action directe et proclamait le samedi 10 janvier, journée libre de travail. Mis devant le fait accompli le pouvoir était contraint de céder et le 31 janvier 1981 il « accordait » 3 samedis libres sur 4. Même scénario pour le problème de la reconnaissance de Solidarité rurale. Le 19 mars, le gouvernement tentait alors de reprendre l'initiative et 200 policiers matraquaient et arrêtaient des militants de Solidarité qui occupaient une Voïvodie. Réaction immédiate de Solidarité qui se mettait à préparer la grève générale en exigeant pour ne pas y recourir des sanctions contre les fonctionnaires responsables, la suspension des poursuites judiciaires et un droit de réponse dans les médias. Le 30 mars cependant Lech Walesa annulait de lui-même l'ordre de grève générale et il se voyait fortement mis en cause à la commission nationale de Solidarité du 1^{er} avril. Dans la foulée de ce fléchissement de Solidarité le général Jaruzelski faisait voter à la Diète la suspension pour deux mois du droit de grève. Solidarité acceptait pratiquement la situation, mais pour agir à un autre niveau. Le 15 avril à Torun se réunissaient plusieurs milliers de représentants des « structures horizontales » créées dans les cellules de base du Parti communiste polonais, afin d'appuyer un chambardement du fonctionnement du parti axé jusqu'alors autour du « centralisme bureaucratique ». L'ennemi, était désormais dans les rangs du parti. Le dixième plénum ne pouvait faire autrement que de tenir compte de ce nouveau rap-

port de force. Il entérinait notamment les élections à bulletins secrets, la diminution du nombre de fonctionnaires et le non cumul des charges. Devant cette « évolution » du parti, le Kremlin envoyait alors au POUF une lettre accusant ouvertement Kania et Jaruzelski de ne pas s'opposer aux attaques contre le socialisme menées de l'extérieur et à l'intérieur du parti par Solidarité : les 9 et 10 juin cependant le plénum du parti refusait de céder à l'URSS et Kania voyait finalement sa position renforcée. Le 14 juillet voyait alors s'ouvrir le congrès du parti donné dans les organes dirigeants. Conscients de ce flottement, Solidarité en profitait pour reprendre l'initiative et le syndicat entamait la grande bataille de l'autogestion en organisant ici et là l'élection des directeurs d'usines et des chefs d'entreprise. Dans le même temps la pénurie alimentaire s'installait et on voyait apparaître les premières marches de la faim. De nouvelles négociations étaient donc entamées en août 1981, Solidarité proposant l'autogestion des samedis libres et commentant, devant l'effondrement du parti, à poser le problème de sa venue aux affaires par le biais d'une prise en main de la gestion de l'économie. Lors de son congrès en septembre, le syndicat se permettait de réclamer des élections libres. En face c'était Jaruzelski évinçant Kania cumulant désormais les fonctions de premier ministre, de ministre de la défense et de secrétaire général. Jaruzelski proposait alors un accord politique à Solidarité sous la forme d'une plateforme d'entente nationale mais les négociations traînaient. Les 27 et 28 novembre le secrétaire général qui était aussi le général secrétaire durcissait alors le ton en demandant les pleins pouvoirs à la Diète.

Au fond, il a su redonner espoir à une population anesthésiée par la répression et la bureaucratie, en alternant revendications alimentaires et action directe (autogestion partielle de la vie économique...).

Pour tout cela, nous devons être solidaires de Solidarité. Consciemment ou non, peu importe, il a démystifié comme jamais encore la soi-disant représentativité des fascistes rouges. Il a mis à nu le fossé existant entre la population et le parti. Il a mis la dictature à poil. Il a ouvert la voie de l'avenir : celle de la troisième révolution que réclamaient les marins de Kronstadt. Même s'il est vaincu aujourd'hui, le mouvement de lutte des travailleurs polonais renaitra demain et avec plus de force, en Pologne comme ailleurs. Il posera de plus en plus clairement le problème du pouvoir et il le posera de plus en plus clairement dans la mesure où il aura sapé de l'in-



AFP

d'information sur l'ampleur réelle de cette répression et sur le rôle de l'armée de conscription dans le processus de reprise en main du pays. Des rumeurs circulent à propos d'affrontements armés dont il semblerait qu'ils soient limités. Certains communistes font état de scènes de fraternisation entre l'armée et le peuple mais là encore on manque d'informations précises. En fait, tout ce que l'on sait, c'est que le peuple polonais n'accepte pas passivement la normalisation qu'on qu'on tente de lui imposer, que le pouvoir hésite à noyer dans le sang cette résistance à la normalisation et qu'au bout du compte rien n'est joué. Toutes les hypothèses peuvent donc être envisagées dans le court terme : passage d'une résistance « globale » passive à une résistance active voire armée; durcissement de la répression pouvant aller jusqu'à la liquidation physique de tous ceux qui refusent de se soumettre; occupation militaire de la Pologne par les troupes du pacte de Varsovie... Aucune d'entre elles n'ayant cependant l'ombre d'une chance de déboucher à moyen terme sur une victoire « militaire » de la population.

Quoi qu'il en soit et quelle que soit l'issue de la partie de bras de fer qui se joue actuellement entre le peuple polonais et le « bras armé » du fascisme rouge, tous ceux qui avaient eu un instant l'espoir que la « démocratisation » des pays communistes pouvait s'opérer au rythme lent de l'évolution vont devoir désormais se rendre à l'évidence : au royaume du totalitarisme, toute évolution pose à un moment ou à un autre le problème de la rupture révolutionnaire. En Pologne, comme auparavant en Tchécoslovaquie ou en Hongrie, c'est particulièrement patent. Le grignotage de la dictature par des luttes d'apparences réformistes débouche systématiquement sur l'affrontement armé, démontrant à l'évidence l'impossibilité d'un réaménagement même partiel du système dominant et la nécessité d'une insurrection généralisée pour donner le baiser de la mort au fascisme rouge. Mais Solidarité et le mouvement ouvrier polonais, consciemment ou inconsciemment, ne se sont-ils pas, de la manière la plus habile qui soit,

dicat libre Solidarité n'a jamais posé clairement le problème de la révolution en Pologne, toute sa stratégie n'a-t-elle pas visé à créer les conditions idéales pour que ce problème se pose de lui-même ? Sous des apparences réformistes, les luttes qui secouent la Pologne depuis le printemps de Gdansk ne sont-elles pas au contraire le signe d'un murissement de la conscience de classe des travailleurs ? N'ont-elles pas peu à peu fait passer la contestation du stade de la révolte réactionnelle à celui de l'alternative ? N'ont-elles pas créé les bases d'un changement radical, parce que total ? Ne sont-elles pas le signe annonciateur d'un grand chambardement placé tout entier sous le signe de la troisième révolution ?

Si on y regarde de plus près, en effet, la lutte des travailleurs polonais depuis juillet 1980 a sapé comme jamais encore les bases politiques, économiques et idéologiques du pouvoir de la bourgeoisie rouge. Le 31 août 1980, suites à une série de grèves consécutives à des augmentations du prix de la viande, un accord intervenait entre Walesa et Jaruzelski, reconnaissant l'existence de syndicats libres et le droit de grève. Le pouvoir pensait désamorcer le mécontentement d'une population subissant de plein fouet le choc d'une crise économique quasiment non maîtrisable et espérait maintenir ces accords dans le champ clos de la déclaration de principe. Mais on ne joue pas impunément avec les idées. Elles se répandaient très vite dans la tête des gens et de plus en plus vite. Le 27 septembre 1980 une centaine de délégués des trente cinq syndicats indépendants qui s'étaient constitués dans la foulée des accords de Gdansk se réunissaient alors à Gdansk et décidaient de constituer une union à caractère fédératif baptisée « Solidarność ». Le processus était enclenché. Des syndicats se créaient aux quatre coins de la Pologne et rejoignaient les rangs de Solidarité. Désarçonné par une situation évoluant à toute vitesse, le pouvoir tentait une fois encore de mettre des freins à la dynamique en cours. L'enregistrement des statuts de Solidarité par le tribunal de Varsovie était retardé par tous les



AFP

Le 2 décembre plusieurs milliers de policiers évacuaient l'école des pompiers de Varsovie qui était occupée et le 11 décembre c'était le coup de force.

Comme on le voit en un an et demi la situation avait évolué jusqu'à une situation de double pouvoir posant ouvertement le problème du pouvoir, la liquidation de l'ancien et l'avènement d'un nouveau. Cela eut, bien entendu, été inacceptable pour l'URSS et le coup d'Etat militaire a cherché à éviter l'inter-

térieur la plupart des bases de la dictature. Ce jour-là, en alliant revendications traditionnelles et action directe, il renversera la bourgeoisie rouge d'un coup d'épaule. Après l'éviction du féodalisme et celle du capitalisme bourgeois, l'éviction du fascisme rouge sera à l'ordre du jour, avec comme perspective une révolution de type libertaire. La troisième révolution, donc. La dernière de ce type, est-il permis d'espérer.

Jean-Marc RAYNAUD

DOSSIER POLOGNE

L'œil morne, le geste impuissant,
l'Occident assiste à l'agonie du peuple polonais...

LES chancelleries ont eu un hoquet de protestation, les foules ont défilé dans les rues, les églises se sont remplies pour des soirées de prières pendant que les généraux polonais continuaient à étrangler le peuple. Evidemment, les uns et les autres, sous peine de déclencher la plus effroyable des guerres, ne pouvaient pas faire autre chose que de se frapper la poitrine en marquant la litanie classique : « C'est ma faute..., c'est ma faute..., c'est ma très grande faute... » Devant le drame polonais auquel ils assistaient comme à un spectacle, les peuples et leurs dirigeants étaient prisonniers d'une situation qu'ils ont laissée se créer et qui bouche la voie à toute autre transformation que celle de l'alternance entre le capitalisme d'Etat stalinien et le capitalisme libéral occidental qui, aujourd'hui, se disputent sous la menace le privilège d'exploiter le peuple !

Il y a, à l'origine de l'asservissement du peuple polonais. D'abord Yalta, ce monstrueux accord entre deux impérialismes se distribuant les dépouilles du troisième, et se partageant le monde ; il y a la rapacité des petites nations avides de s'approprier ce que les grands voudraient bien leur abandonner ; il y a la veulerie des peuples bercés par les parolottes internationales et fermant les yeux sur cette spoliation des populations pauvres qui permet leur relative et temporaire prospérité ; il y a la dégénérescence des partis ouvriers et des syndicats dans le monde qui ont largué l'internationalisme prolétarien au profit des égoïsmes nationaux générateurs de suffrages électoraux pour les partis, et de timbres de cotisations pour les syndicats ; il y a surtout ce grand dévoiement des après-guerres où l'on voit les civilisations répandre sous elles toutes les déjections accumulées au cours des guerres ; il y a, enfin, l'abandon des luttes militantes rudes et intrinsèques au profit des criailleries hystériques d'une fraction de la population politisée qui, sous le couvert du langage socialiste, voire révolutionnaire, n'exprime que sa soif de jouissance et son refus des exigences que toute lutte impose. Aujourd'hui, le peuple polonais isolé, sans aucun espoir de recevoir des populations et des gouvernements autre chose que des bonnes paroles et le produit des quêtes faites à la porte des églises où l'on pleurniche, et à la porte des mangeoires où on lui distribue les restes, subit le joug des militaires qui emprisonnent et massacrent, sans autre espoir que celui d'une catastrophe qui repose à l'échelle mondiale le problème d'une civilisation différente ! En vérité, devant le drame polonais, les hommes, leurs gouvernements, les partis politiques comme les organisations syndicales sont englués dans quarante années de veulerie, d'abandons, de lâcheté qui les ont poussés dans une nasse à laquelle ni à l'Est ni à l'Ouest personne ne peut plus échapper.

Il faut le dire rudement, le problème polonais n'est pas un problème de sentiment, c'est un problème de structures des économies et des rapports qu'elles imposent aux nations et aux hommes. On ne règlera pas le pro-

blème polonais et quelques autres à travers le monde, qui sont des abcès sur des corps malsains, en agitant les bons sentiments ! Il faut arracher les masques, détruire les fondements sur lesquels repose le mensonge, montrer du doigt les faux prophètes. Ceux-là, plus que le capital dont chacun peut contempler le visage et constater les méfaits, conduisent les peuples aux charniers. Il faut appeler un chat un chat et le communisme stalinien la plus monstrueuse imposture du siècle. Construite non seulement parce qu'elle conduit un parti qui se réclame du socialisme à devenir le parti des fusilleurs, mais parce qu'elle dégrade l'homme du XX^e siècle et le ravale aux périodes où la scolastique

serrées sans répondre aux questions que les travailleurs leur posaient. Comme ses anciens, Séguy, l'autre soir, filait comme un lapin aussitôt sa saloperie déposée sur les ondes, mais ceux de 1940 ont eu une chance qui leur permit un rétablissement spectaculaire lorsqu'Hitler envahit la Russie, ce qui les dédouana ! Mais les miracles se renouvellent rarement. Le plus étonnant, ça a encore été d'entendre Jospin nous dire que dans l'affaire polonaise, il ferait changer le Parti communiste de position ! On peut mesurer, je ne dirais pas la vanité, mais l'incroyable aveuglement de ces politiciens socialistes accrochés aux basques des communistes, à partir de ce qu'ils considèrent com-

me leur limite. Mais à l'occasion du conflit qui, en Pologne, oppose les travailleurs de Solidarité à la nomenclature, une autre opposition, animée par le Syndicat des correcteurs, de vieille tradition ouvrière, se dessine. Vendredi matin, cette opposition tenait une conférence de presse à la Bourse du travail. Autour des militants du Syndicat des correcteurs, de nombreux syndicats des finances, du spectacle, de la marine marchande, des journalistes, des douanes, des représentants de sections syndicales de la région parisienne et de province. Dans la salle de la Bourse du travail, ce sont des représentants de la base de la CGT qui se sont réunis et qui protestent contre l'attitude du bureau confédéral, courroie de transmission du bureau politique du Parti communiste, prêt à vendre son âme pour un plat de lentilles. Les militants de l'opposition au bureau confédéral de la CGT appellent à l'unité avec toutes les autres organisations pour faire reculer le fascisme stalinien. Ils publieront une proclamation où l'on pourra lire : « Nous sommes profondément indignés par les événements de Pologne où les autorités répriment avec une violence inouïe la classe ouvrière et le syndicat Solidarité... Nous sommes scandalisés par la prise de position du bureau confédéral de la CGT qui cautionne l'agression contre les travailleurs polonais. Demandons au bureau confédéral... de respecter les décisions du 40^e congrès... »

Avec ces militants de la base, qui rassemblent des démons du petit cadre de la CGT, petit cadre qui est la véritable richesse des organisations syndicales, on échappe à l'opposition de Sa Majesté, dans laquelle se complaisent les « vedettes » de la commission exécutive. Ces camarades seront-ils efficaces pour ramener la CGT sur la ligne proprement prolétarienne ? Certainement pas ! Mais ils sont un jalon sur la route qui doit mener les travailleurs du monde entier à une révision complète des luttes syndicales. Avec cette économie capitaliste qui se disloque, c'est ce monde politique et syndical qui lui collait à la peau qui est en train de s'effondrer avec lui. Le capitalisme d'Etat suscite des partis communistes de caractère fasciste, le capitalisme libéral suscite des partis socialistes réformistes. Ces partis sont les abcès du système capitaliste occidental ou du système étatique stalinien ; ils crèveront avec lui. Et il ne faut pas avoir peur de le dire tout haut, au moment où les peuples cherchent des remèdes-miracles pour guérir tout de suite la société de ses maux. Des remèdes, il n'y en a pas. Ce qu'il faut, c'est en prendre conscience. La libération du peuple polonais passe par la libération de toute l'humanité, le rejet des évangiles marxistes, des préceptes religieux, du fatalisme de l'économie capitaliste. La Pologne est accident..., accident douloureux, c'est certain, mais sans solution autre que la libération de l'humanité aux prises avec ces deux épouvantables systèmes de classe : le capitalisme et le stalinisme.

Maurice JOYEUX



AFP

religieuse justifiait tous les crimes au nom de l'Eglise. Ce communisme, même s'il semble absent de Pologne, dissout par les événements, est celui qui a fabriqué les hommes qui aujourd'hui tiennent sur le peuple. C'est lui qui opprime à l'Est, c'est lui qui justifie à l'Ouest, de façon plus ou moins nette suivant les circonstances, les exactions des partis communistes au pouvoir.

Ah ! il suffisait l'autre soir d'apercevoir à la télévision ce gros poussa de Séguy lire un communiqué passe-partout où il ne se trouvait pas une phrase pour protester contre l'arrestation des syndicalistes de Solidarité, qu'il avait reçus quelques semaines auparavant, ou pour s'indigner de la disparition de Walesa qu'il avait serré sur son cœur devant dix millions de téléspectateurs, où il n'était nulle part question de l'internationalisme prolétarien, pour se souvenir de ces stalinien, ses anciens qui, quarante ans plus tôt, à l'annonce du pacte germano-soviétique, rasaient les murs, la tête entre les épaules, les fesses

me l'essentiel, les problèmes électoraux !

Naturellement, c'est au sein de la CGT que les cabriolets du bureau politique du Parti communiste passent le moins facilement, et les performances de Séguy devant la télévision n'ont pas séduit tous les militants, même si l'emprise de l'appareil confédéral a été assez puissante pour limiter les dégâts et empêcher la foule des membres de la CGT d'assister aux manifestations dénonçant les événements tragiques qui se déroulent en Pologne. L'opposition au sein de la CGT s'est manifestée à deux niveaux différents. La première opposition est classique : c'est celle des socialistes qui ont pu se glisser au bureau confédéral, avec la complicité des stalinien, et qui parfois ruent dans les brancards pour faire semblant d'exister ! Ceux-là, qui se sont souvent manifestés et qui rentreront dans le rang sitôt leurs entretiens terminés, n'entraîneront personne, car méprisés de tous et d'abord de leur Parti socialiste qui con-

DU CÔTÉ DES PARTIS
VARIATIONS
SUR
LE THÈME

L'AMITIÉ franco-polonaise est de vieille date, paraît-il ; on se demande d'ailleurs pourquoi, vu que les gouvernements français ont toujours été « lâcheurs » de leurs alliés. N'importe, la Pologne, ça mobilise, il était donc prévisible qu'aujourd'hui on veuille faire recroquer son dos. Si l'on met de côté l'attitude « irresponsable » du PC et de ses acolytes de la CGT, il faut remonter à Copernic pour retrouver une unanimité semblable. Pour dire si c'est louche. Mais nous, anarchistes, ne sommes pas dupes. Que chaque parti essaie de tirer la couverture à lui (des cathos intégristes aux trotskistes), c'était du tout vu et nous ne pouvons pas l'empêcher. Mais dans le chœur grinçant des louanges envers la Pologne, nous devons dénoncer la solidarité fictive dont tous se gargarisent. Soldats d'accord, mais pas trop quand même, en commençant par le gouvernement qui craint qu'en affichant trop sa solidarité il soit un jour tenu réellement de l'être. Ainsi, la gaffe de Cheysson, qui ne voyait pas d'ingérence extérieure dans les événements de Pologne, ne fait que montrer la vraie solidarité, « profonde » cette fois-ci, qui unit les gouvernements de chaque pays, qu'ils soient bureaucratiques communistes ou énarques de la bourgeoisie, dans la défense de leurs intérêts de classe.

Du côté des partis, par contre, il y a eu, et pour des raisons inverses, beaucoup moins de « retenue ». Cela aussi fait partie des règles du jeu et de l'opposition, notamment. Ça exploité jusqu'au bout. Mais de quelle solidarité s'agit-il, au fait ? De la solidarité de la droite, on sait à quoi s'en tenir. Quant à la gauche, le PS sans ouverture remettre en cause les déclarations gouvernementales n'en a pas moins tenu à manifester sa « plus grande inquiétude » et une plus « nette réprobation », jugeant « un retour en arrière extrêmement grave ». En voilà du bon baratin, mais ce qui est pire, c'est que l'ensemble des autres forces de gauche n'a pas dit mieux. Partout, y compris chez les groupuscules gauchistes, les mots d'ordre lancés tournent tous autour du maintien des libertés démocratiques acquises en Pologne ou, tout au plus, de leur « approfondissement ». Et la droite dénonce la politique d'agression impérialiste de la Russie et le caractère dictatorial des régimes marxistes, c'est pour mieux leur opposer le bloc des puissances occidentales. Mais de cette solidarité-là, nous n'en voulons pas.

La mise en place d'un régime démocratique en Pologne, sous l'égide de l'Eglise et des bureaucraties locales, ne nous satisfait pas. Quant à une concertation internationale des Etats, c'est soit du bidon, soit un nouveau partage du monde entre forces impérialistes, chose qu'il faut combattre à tout prix.

La solidarité du peuple français et des travailleurs ne peut pas se borner à reprendre en chœur au cours de manifestations des slogans machés à l'avance par leurs responsables politiques et syndicaux. La lutte en Pologne dépasse le simple enjeu du maintien ou non de tel ou tel acquis démocratique, mais doit pouvoir déboucher sur un renversement de tout le système bureaucratique dans les pays de l'Est comme chez nous. Les travailleurs polonais nous ont montré comment on peut réapprendre la lutte des classes dans un pays que trente ans de dictature avaient écrasé. Aujourd'hui, c'est à notre tour d'aider les Polonais en leur montrant comment la solidarité internationale des travailleurs s'exerce avant tout en agissant pour renverser ses propres maîtres. Crier « vive la grève générale en Pologne » ne sert à rien si on ne la fait pas chez nous. Laissons donc diriger ces syndicats et responsables politiques vomir leurs sous, l'heure est aux faits. Solidarité internationale des travailleurs, donc, dans la lutte contre l'Etat et la bourgeoisie en France.

F. F. (groupe Varlin)

Prochain numéro :
article consacré
à la position des syndicats
face à la Pologne

L'UN...
sc...
me que da...
diqués CG...
non du PC...
mandatien...
rève : la...
devant le...
en Pologn...
confédéral...
posés part...

de simples s...
avec force...
ternationale...
dicalisme.

On pren...
du matin ; à...
l'indignation...
ateliers. Fal...
rien faire l...
du bureau co...
Alors qu'en...
sation syndi...
décapité, s...
prison et l'é...
tion dans tou...
hension d'un...
de plus accé...
de militants...
fait que les...
gnol ont les...
force militai...
sion qui s'est...
entreprise a...
maints endr...
syndicats C...
des positions...
fédération e...
manifester le...
Montparnass...
fait que leu...
vir la droite...
pas crédible...
commande p...

Consients...
de la CGT,
les travailleur...
manifestation...
tien à la ch...
naise... »
l'appel de mi...
taient oppos...
CGT sur les...
res élections.

A noter, s...
la position d...
graphique CC...
pelant pas...
déclarait dan...
« Le comité...
gouvernement...
rétablies les...
quelles par les...
soient libéré...
emprisonnés...
doit être lev...
politique et...
taire... »

C'est pour...
CGT n'appe...
festation d...
breuses ban...
CGT (Syndic...
Office des C...
Télévision...
inter-syndic...
présente et...
treprise, étai...
En fait, derr...

É DES PARTIS
RIATIONS
SUR
THÈME

AMITIÉ franco-polonaise
est de vieille date, parait-
il ; on se demande d'ail-
leurs, vu que les gouverne-
ments ont toujours été « li-
béralisés ». N'importe, la
solidarité, il était donc pré-
sente aujourd'hui on veut faire
un dossier. Si l'on met de côté
« responsable » du PC et
de la CGT, il faut re-
venir à Copernic pour retrouver
le semblable. Pour dire si
Mais nous, anarchistes,
as dupes. Que chaque par-
ter la couverture à lui (des
istes aux trotskistes), c'é-
vu et nous ne pouvons
er. Mais dans le chœur
anges envers la Pologne,
dénoncer la solidarité fic-
s se gargarisent. Solidari-
mais pas trop quand même,
ant par le gouvernement
en affichant trop sa soli-
un jour tenu réellement
si, la gaffe de Cheysson,
pas d'ingérence extérieure
ments de Pologne, ne fait
a vraie solidarité, « pro-
fois-ci, qui unit les gou-
chaque pays, qu'ils soient
communistes ou énarques
siste, dans la défense de
de classe.

DOSSIER POLOGNE

SAUVER L'HONNEUR
DE LA CGT !

LUNDI matin, dans nom-
bre d'entreprises, le
schéma a dû être le mê-
me que dans la mienne. Des syn-
diqués CGT, sympathisants ou
non du PC et « autres », se de-
mandaient quel était ce mauvais
rêve : la CGT se tenait coite
devant le coup d'Etat militaire
en Pologne. Ce que le bureau
confédéral, au nom de presump-
tions partidaires avait oublié,

de ceux de la confédération qui
appelaient, se retrouvèrent plus
de 4 000 travailleurs.
Le lendemain, la presse sem-
blait minimiser l'importance des
structures CGT dans la manifesta-
tion. A croire que la distinc-
tion parti/syndicat n'est pas du
tout claire chez bon nombre de
journalistes. Le PC n'appelait
pas à la manifestation, si des
sections ou syndicats CGT sont

tout ce qui porte atteinte à ce-
te image de marque doit être
écarté. D'où solidarité incondi-
tionnelle à la politique de Brej-
nev et application à la CGT.
Mais ça ne marche plus aussi
bien qu'avant. La machine se
rouille et ceux qui devaient faire
appliquer les décisions ont le dou-
te en eux !

La une de L'Humanité au len-
demain du 14 décembre, affir-
mant qu'il ne fallait pas « entra-
ver une issue pacifique et démoc-
ratique » et que la CGT « n'en-
tend pas mettre de l'huile sur le
feu » ne rencontre qu'un faible
écho chez les militants commu-
nistes et cégétistes. Il semble n'y
avoir que quelques « dissidents »
des Bouches-du-Rhône pour récla-
mer que l'armée soit « plus fer-
me » (Le Monde du 16 décembre).

La direction confédérale, non
contente de la baisse des adhé-
rents, voudrait-elle trouver un
nouveau point de rupture, et cela
à la veille d'une reprise de car-
tes ? Bonne chance pour l'année
82 aux collecteurs de cotisations
CGT ! Il est possible que les pé-
titions affluant à la rue Lafayette,
le bureau confédéral reprenne le
train en marche. Mais pour nous,
ce qui est dit est dit... et nous
saurons dénoncer cette volte-face
aux travailleurs.

Lors de réunions à l'initiative
des syndicats CGT ayant appelé
à la manifestation du 14 (ONIC,
correcteurs...) et rassemblant des
militants et structures CGT, a
été proposé une coordination
syndicale CGT pour Solidarité.
Ceci semblerait répondre à un
souci légitime : ne pas déplacer
le problème syndical au plan
de la politique partisane. En ef-
fet (et cela était clair à la lec-
ture de la presse, le 15 décem-
bre), il y a une nette tendance
dans les médias à utiliser les évé-
nements de Pologne comme ma-
chine de guerre contre le PC, et
cela au profit du PS. Donc, toute
manifestation d'opposition
dans la CGT devrait accentuer
le mouvement d'opinion pour les
tenants de la social-démocratie.



de simples syndiqués rappelaient
avec force que la solidarité in-
ternationale, c'est l'ABC du syn-
dicalisme.

On prenait le boulot à 6 h 30
du matin ; à chaque flash radio,
l'indignation montait dans les
ateliers. Fallait rien dire, fallait
rien faire ! Telle était la position
du bureau confédéral de la CGT.
Alors qu'en Pologne une organi-
sation syndicale puissante était
décapitée, ses délégués jetés en
prison et l'état d'urgence décrété
dans tout le pays. L'incompré-
hension d'une telle position a été
de plus accentuée, pour nombre
de militants communistes, par le
fait que les PC italien et espa-
gnol ont condamné le coup de
force militaire. Bref, le proces-
sus qui s'est produit dans mon
entreprise a dû se répéter dans
maints endroits : beaucoup de
syndiqués CGT étaient indignés
des positions officielles de la
confédération et étaient décidés à
manifeste le lundi soir de la gare
Montparnasse aux Invalides. Le
fait que leur réflexe puisse ser-
vir la droite ne leur semblait
pas crédible : la solidarité ne se
commande pas, elle est.

Conscients de sauver l'honneur
de la CGT, nous appelons tous
les travailleurs à participer aux
manifestations unitaires de sou-
tien à la classe ouvrière polo-
naise... », disait, entre autres,
« Le comité syndical exige du
gouvernement polonais que soient
rétablies les libertés syndicales
acquises par les travailleurs, et que
soient libérés les syndicalistes
emprisonnés. L'Etat de guerre
doit être levé : la solution est
politique et, en aucun cas, mili-
taire... ».

C'est pourquoi, bien que la
CGT n'appelait pas à la mani-
festation du 14, de nom-
breuses banderoles syndicales
CGT (Syndicat des Correcteurs,
Office des Céréales, Insee, Radio-
Télévision...), sans compter les
inter-syndicales où la CGT était
présente et les sections CGT d'en-
treprise, étaient au rendez-vous.
En fait, derrière les banderoles

présents, c'est qu'ils se rangent
aux côtés du PS, semblerait être
la chose à accrédi-ter. L'idée que
des syndicalistes puissent avoir
une opinion politique en dehors
de tout parti ne semble pas ef-
fleurer l'esprit de la gent jour-
nalistique globalement comprise.

Beaucoup de militants, de sec-
tions syndicales ont considéré
l'attentisme de la confédération
comme une trahison qui a été
pour eux le déclin. L'opposition
à l'intérieur de la CGT se ren-
force autour de ce problème pour
aller plus loin. Le 40^e congrès
voulait aller vers trois millions
d'adhérents. Après le coup Mar-
chais et l'attitude actuelle, serait-
elle en avant vers la troisième
place au niveau national ? D'au-
tant plus que la légende qui va
bientôt (soyons-en sûrs) circuler :
« C'est les gauchistes, c'est le PS,



y'a même des anarcho-syndica-
listes, d'abord il n'y a que des
syndicats minoritaires » se révèle
fausse dans la réalité. Le nombre
des pétitions de syndiqués CGT
adressées à la confédération exi-
geant que celle-ci change de po-
sition montre bien que l'indigna-
tion ne se limite pas aux syndi-
cats connus pour leur opposition
aux positions confédérales. Ségy
l'a bien senti : il n'y aura pas
de sanctions pour ceux qui ont
manifesté le 14 décembre.

Et le PC dans tout cela ? Après
la défaite électorale des législa-
tives et les derniers remous inter-
nes, la théorie du bunker sem-
ble l'emporter. La PCF a la véri-
té, qui est entre autres que l'URSS
est le modèle du socialisme, donc

Il s'agit d'autre chose, de la
solidarité avec des travailleurs
qui, organisés dans leurs pro-
pres structures, cherchaient une
voie autonome des partis vers
le socialisme. D'aucuns croyaient
trouver dans l'opposition à l'in-
térieur de la CGT un tremplin
pour l'action gouvernementale.
Aujourd'hui, « on » voudrait en
faire un rouage pour l'agit-prop
du PS.

Pour nous, anarcho-syndica-
listes, l'enjeu est autre. Nous
voulons que la CGT soit telle qu'elle
se définit dans les textes et
qu'elle ne soit pas réduite à une
courroie de transmission d'un
parti ou d'un autre.

J.-P. GERMAIN

Les sacrifiés
du compromis historique

S'entendre dans la di-
versité... c'est un art que
l'Eglise connaît. Elle est âgée
de 2 000 ans. Tandis que nous, nous
sommes à peine majeurs. »
Maurice THOREZ (1)

La Pologne est certainement le lieu
de la planète où cette lutte des clas-
ses que l'Eglise déclare abhorrer, lui
crée le plus de difficultés. Si les travail-
leurs voulaient bien s'arrêter de défén-
dre leurs intérêts en combattant leurs
exploiteurs, comme tout deviendrait
plus simple.

C'est une banalité de rappeler que la
situation actuelle de l'Eglise de Pologne
est la conséquence des strates socio-
politiques accumulées au cours des
15 derniers siècles, mais ils semblent
tellement nombreux ceux qui refusent
de reconnaître le poids de certaines
évidences banales qu'il apparaît néces-
saire de les rabacher.

Il n'est pas si facile de faire table rase
du passé et la magie du verbe ne peut
y aider en rien. Paradoxalement l'Eglise,
qui cherche à développer une culture du
« Verbe », sait très bien tenir compte
des contraintes historiques et des rap-
ports de forces du moment.

Les nécessités stratégiques séculaires
de la vieille Russie, reprises en compte
par la nomenclatura, ont placé la Polo-
gne dans le glacis stalinien après la fin
du dernier conflit mondial.

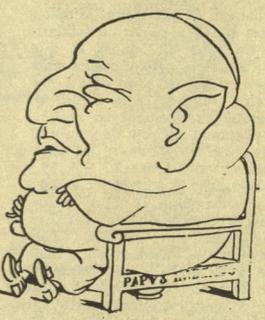
Plusieurs fois dépeçée par ses voisins
puissants et voraces — la dernière fois
par Hitler et Staline en septembre 1939 —
la Pologne s'est constituée en marche
orientale du catholicisme en Europe,
coincée entre des protestants à l'ouest
et des orthodoxes à l'est. La bêtise
totalitaire se réclamant du marxisme
y a transformé l'Eglise en rempart ap-
parent de la liberté.

Il est vrai que la stratégie mondiale
du stalinisme est fondée sur l'alliance
conflituelle avec le Vatican, ce com-
promis historique qui prend divers as-
pects selon les forces en présence et
dont le but prioritaire est d'abattre la
bourgeoisie dite libérale par n'importe
quels moyens.

L'objectif clérical (le « projet ») étant
de la remplacer par des structures
corporatistes rapoçées récemment par Jean-
Paul II : « La caractéristique du travail
est avant tout d'unir les hommes et c'est
en cela que consiste sa force sociale : la
force de construire une communauté. En
définitive, dans cette communauté, doi-
vent s'unir de quelque manière et les
travailleurs et ceux qui disposent des
moyens de production ou en sont pro-
priétaires » (2). L'objectif stalinien étant
de propager le pouvoir de la nouvelle

qu'offrent les divers avatars du fascisme
prêt à gober tous les héros fatigués du
spontanisme.

La tragédie des travailleurs polonais
ne peut être comprise qu'en la situant
dans l'entrelac de ces forces qui se
disputent l'échiquier pluri-staïre.
Dans les démocraties bourgeoises les
stalinien favorisent la percée des clé-
ricaux (en France, par exemple, n'impor-
te quel observateur sensé peut noter
les « cadeaux » que l'appareil CGT fait
à l'appareil CFDT... qui n'oublie pas de
renvoyer l'ascenseur dans les organisa-
tions internationales), dans les dictatures
fascistes ou fascistes d'Amérique latine



les cléricaux favorisent la percée des
stalinien.

La Pologne constitue un cas bien par-
ticulier : un appareil ecclésiastique puis-
sant a réussi à se maintenir dans un Etat
passé entièrement aux mains des stali-
niens. Ceux-ci ne peuvent y capituler
sans risquer d'amorcer leur dégénéres-
cence générale et leur entêtement obligé
renforce la puissance de l'Eglise. Là com-
me ailleurs chacun sert l'autre en com-
plicité et se sert de lui à terme.

Les exploités sont l'enjeu, mais quand
ils se mettent en tête de troubler la
partie, poussés par la nécessité de défen-
dre leurs intérêts particuliers, tout à coup
rien ne va plus. Les appareils du Parti
et de l'Eglise se trouvent débordés par
ceux qu'ils croyaient avoir bien encadrés
pour longtemps. Et comme Rome — sur-
tout sous le règne de Wojtyła — sait
pertinemment que Moscou ne peut pas
céder en Pologne, la logique du com-
promis historique joue nécessairement
aux dépens des travailleurs polonais.

Nous pouvons être quasiment certains
que le coup de force de Jaruzelski,
en plus de l'assentiment de Brejnev, a
recueilli aussi celui du nouveau pri-
mat de Pologne et de Jean-Paul II,
quelles que puissent être par la suite les
prises de positions officielles ou offi-
cieuses : l'appareil ecclésiastique en vu
d'autres... et en a fait voir bien d'autres
à l'Humanité. L'Eglise de Pologne et,
à travers elle, le Vatican ont autant in-
térêt que les stalinien à casser les reins
de la classe ouvrière polonaise... quitte
à verser ensuite la quantité de larmes
hypocrites suffisant à apaiser les états
d'âmes des naifs.

Notre réprobation a peu de chances
d'y changer grand chose, mais qui ose-
rait prétendre que Gdansk vaut une guer-
re nucléaire ?

Toutefois la stratégie stalinienne —
qui doit tenir compte de la défense de
la frontière avec la Chine — implique
aussi un accord avec les bourgeoisies
occidentales, pour pouvoir importer leurs
innovations technologiques et les appâ-
ter avec les ressources énergétiques
fossiles de la Sibirie.

Après tout, cette carte est jouable.
C'est bien pourquoi les appareils (con-
fondus) du PCF et de la CGT s'effor-
cent de limiter la contestation... ce qui
renforce l'influence de l'appareil CFDT
comme cela a pu être remarqué lors
de la manifestation parisienne du 14
décembre.

On peut espérer en effet qu'une pres-
sion puissante sur les pouvoirs « occi-
dentaux » réussira à faire se lever, au
moins partiellement, la chape de plomb
qui vient de retomber sur nos camarades
polonais sacrifiés sur l'autel du compro-
mis historique.

Il n'ont rien à y perdre et nous avons
à y gagner.

Marc PRÉVÔTEL

(1) Philippe Briobieux, Histoire in-
térieure du Parti communiste, tome II,
1945-1972, Fayard, Paris 1981, p. 448.
(2) JEAN-PAUL II, Encyclopédie Laborem
exercens, Le Centurion, Paris 1981, § 20,
p. 83. Illustration amusante du compro-
mis historique : les dominicains des Edi-
tions de Centurion ont orné la cou-
verture papale avec un détail d'un tableau
du peintre stalinien Fernand Léger...

numéro :
consacré
des syndicats
a pologne

DOSSIER POLOGNE

LA RÉPRESSION

LA botte militaire s'est donc écrasée sur la Pologne : c'est l'état de siège, la loi martiale. Cela, la majeure partie de la population française et internationale le sait. Mais il nous est apparu important de redécouvrir le fil des événements qui, depuis une semaine, font la une des médias.

Samedi 12 décembre. Minuit : alors que l'état-major de Solidarité est réuni à Gdansk et que les discussions portent sur les réactions en cas de coup d'Etat militaire, l'armée et la milice se mettent précipitamment en action, et prennent position dans tout le pays. Le téléphone et les téléx sont coupés à Gdansk.

Dimanche 13 décembre : à deux heures du matin, la police bloque l'accès du siège du Syndicat. Les dirigeants sont arrêtés. Trois membres du Présidium ont échappé à la rafle et se réfugient au Chantier du Nord. A l'aube, Walesa est amené par avion à Varsovie par les autorités militaires. Dans l'après-midi, les micros du chantier annoncent la grève générale. A quinze heures, il y a des délégués de quarante entreprises de la région. Deux revendications sont avancées : la libération de tous les prisonniers qui devront être ramenés au chantier et la suspension de l'état de guerre.

Lundi 14 décembre : le soir, un communiqué diffusé clandestinement par Solidarité annonce que sept régions sont touchées par la grève. En particulier, deux grands centres industriels : Poznan et Wrocław. L'armée encercle les usines occupées. La milice intervient pour dégager l'usine de Huta Katowice et plusieurs « meneurs » sont arrêtés.

Mardi 15 décembre : le représentant de Solidarité en Suède, Stefan Trzinski, annonce l'arrestation de Walesa, qui aurait refusé de négocier avec le pouvoir. L'agence Tass déclare que : « Le travail est normal dans la ma-

provoquer une grève » qui a été brisée « grâce à l'action énergique des forces de l'ordre et du personnel. Les provocateurs seront traduits en justice selon la loi martiale. » (Et sont passibles de la peine de mort).

Un voyageur danois affirme que Varsovie est encerclée par les chars. La marine renforce la surveillance des 600 kilomètres de côtes de la mer Baltique. Les ferries ont été interrompus mardi matin. Le soir, l'usine de tracteurs d'Ursus est encerclée par la police, et les colonnes de blindés avancent en direction de l'usine. On entend dire que les ouvriers en ont soudé les portes.

Mercredi 16 décembre : des bruits recoupés font état de trois mille arrestations à Varsovie et quinze mille à Gdansk. Toute la journée, des convois militaires sillonnent la capitale, les établissements publics sont fermés et certaines institutions religieuses interdites. L'accès de l'aéroport est fermé. Une rue sur trois est fermée et les postes d'essence également. On apprend que trente des plus célèbres intellectuels polonais (dont le cinéaste Wajda) ont été arrêtés et internés à la prison de Białoostka.

Dans certains groupes de Solidarité, on pense que près de 80 000 personnes ont été internées. Dans les petites villes et les villages, la milice emprisonne quiconque a été à Solidarité. La répression concernant la résistance à l'intérieur de l'armée est massive : Mauroy parle de 45 000 emprisonnés. (On se souvient que l'armée polonaise compte environ 220 000 hommes, dont 150 000 appelés).

Le soir, un tract diffusé clandestinement à Varsovie appelle à une grève générale le samedi 19 décembre. Des sources soviétiques confirment l'existence d'un pont aérien entre Moscou et Varsovie. Par ailleurs, des blin-

Malgré tout, plusieurs milliers de personnes se rassemblent à l'occasion de l'anniversaire des événements de 1970, place de la Victoire à Varsovie et sont dispersées par la milice. La foule hurle « Cestapo, Liberté ».

Le journal *Le Monde* confirme la fin de l'occupation des chantiers Lénine de Gdansk, mercredi matin, après une intervention des forces de l'ordre ; quatre ouvriers ont été tués lors de la « pacification ». Mais des informations recueillies à Varsovie précisent que les chantiers navals seraient de nouveau en grève le jeudi. Des dizaines de milliers de travailleurs manifestent dans les rues de Gdansk. Wajda est libéré. Mais les récits de rafle se multiplient. Les universités sont occupées à Wrocław, Gdansk, etc. Le nombre des 80 000 emprisonnements est confirmé dans les milieux polonais de Vienne.

La BBC rapporte que le maréchal soviétique Koulikov aurait posé un ultimatum au général Jaruzelski, quelques jours avant le coup d'Etat militaire.

Radio-Varsovie annonce que de violents heurts se sont produits mercredi soir à Gdansk : 175 civils et 160 policiers ont été blessés.

Vendredi 18 décembre : les voyageurs arrivés en Suède racontent que les chantiers navals de Szczecin sont de nouveau en grève, et réoccupés après l'intervention de la milice.

Une agence italienne est parvenue à capter un message annonçant que la répression à Katowice a fait 150 morts.

L'AFP annonce que le maréchal Koulikov serait toujours en Pologne, « se chargerait de la coordination entre Moscou et Varsovie. »

Les ambassades occidentales établies en Pologne peuvent de nouveau communiquer avec leur pays d'origine, mais les téléx sont soumis à la censure militaire.

Le présentateur de la télévision polonaise rappelle qu'il est dorénavant obligatoire de travailler le samedi (on se souvient que Solidarité avait obtenu les samedis libres).

Samedi 19 décembre : l'agence Tass publie un communiqué émanant du conseil militaire, indiquant que : « La situation est en train de se normaliser et que l'économie se remet en marche. »

Radio-Varsovie annonce que les chantiers Lénine sont fermés jusqu'à Noël. A Katowice, les sidérurgistes menacent de faire sauter l'usine si la milice intervient. Malgré la censure, on apprend qu'au minimum 200 usines sont occupées en Pologne.

Dimanche 20 décembre : Radio-Varsovie laisse entendre que les ouvriers devront travailler sept jours par semaine et douze heures par jour. Il n'y aura pas de fête pour le nouvel an.

Vue l'ampleur de la répression, trois camps de concentration ont été ouverts : on annonce la mort du rédacteur en chef de Solidarité, inutile d'ajouter que les conditions d'emprisonnement sont précaires.

Cette chronique ne se prétend pas exhaustive. A l'heure où nous mettons sous presse, des faits nouveaux se produisent. Mais il ne suffit pas de dénoncer la répression qui s'abat sur les travailleurs polonais, notre tâche est de leur apporter toute notre solidarité à travers des manifestations de soutien.

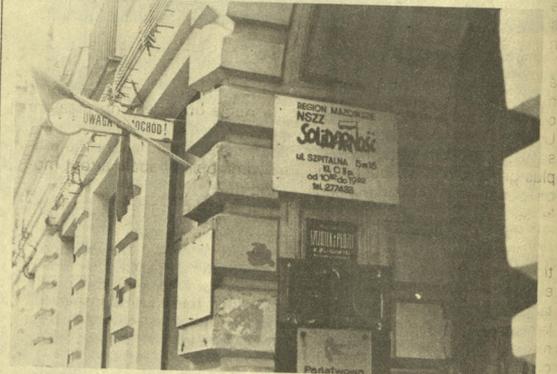
Colette

LA LUTTE

LA Pologne, malgré la répression, les morts et les arrestations, est en grève générale depuis le coup d'Etat militaire. Tous les moyens d'auto-défense sont employés : cela va du certificat médical au sabotage. Des usines sont en grève et sont occupées depuis le dimanche tragique. Les entrées des usines vitales pour l'économie sont minées : une fois l'atelier « pacifié », les ouvriers restent devant la machine sans la toucher ou pour la casser. Les cars d'entreprises menant les travailleurs sur leurs lieux de travail roulent lamentablement vides. Ce ne sont pas seulement les grands centres industriels qui sont touchés par l'opposition active ou larvée de la classe ouvrière, mais l'ensemble du territoire. Le général Jaruzelski a beaucoup de mal à militariser le pays : les campagnes et les petites villes industrielles sont fortement actives et forment le gros des troupes qui remplissent les camps de concentration. Là où l'attaque

que ouvrier, d'une part parce que le contingent se mutine contre le corps des officiers, et d'autre part parce que l'on ne peut plus intimider dix millions de personnes. Est-ce à dire que la classe ouvrière sera victorieuse de la dictature militaire ?

A l'heure actuelle, personne ne peut préjuger des forces du peuple polonais. Il a pour lui la force, celle de la majorité sur la minorité. La dictature militaire a retiré la nourriture des magasins et affame toute la population. Elle jouera donc à fond la carte du chantage à la faim. Elle a pour soutien tous les pays-frères et l'ombre de Moscou terrorise des millions de travailleurs. Mais des dizaines de milliers de prisonniers coûtent cher, les militaires ne peuvent les remplacer dans les usines, les bureaux, universités, etc. Assassiner, emprisonner près de 100 000 oppositionnels ou supposés tels, c'est se mettre à dos les familles, l'opinion mondiale revient à épurer toutes les strates de la société



frontale avec la dictature militaire devient impossible, l'opposition passive se fait jour : les certificats médicaux de complaisance permettent de circuler plus ou moins librement. Les petits papiers collés sur les prie-dieu des églises remplacent les tracts syndicaux quand les usines ferment leurs portes aux ouvriers. La « pacification » du pays n'est pas chose faite et l'armée, quel que soit le soutien extérieur ne peut militariser plus de trente millions de conscience.

Pour éviter les grèves et les affrontements, la dictature militaire ferme purement et simplement les usines. N'ayant plus rien à perdre, la classe ouvrière dans d'ultimes élans fait un chantage économique : on saute avec l'usine (pour exemple, la Silésie). Bien que la répression surmonte temporairement l'opposition dans beaucoup de régions, la dictature n'est pas encore confortablement installée. Que faire contre des millions de travailleurs qui, une fois vaincus dans un combat direct (affrontements, grève, action directe), jouent la carte de la passivité, du sabotage indirect de la production ? Que dire à des millions de travailleurs qui restent chez eux devant une assiette vide ou refusent d'utiliser correctement l'outil de travail ? Il n'y a rien à dire !

Jaruzelski ne pourra mettre un militaire dans le dos de cha-

polonaise sans être assuré que les « personnels » de remplacement soient dévoués au régime. De toute façon, Jaruzelski a choisi. A Solidarité, il préfère prendre la responsabilité d'un véritable génocide. S'il échoue, Moscou épurera directement les rangs du parti et les sections Solidarité. Il lui revient de réprimer féroce une classe ouvrière ne se laissant pas faire et qui, au cours de ces derniers mois, a montré sa détermination. Sans nous laisser abuser par l'intoxication des médias à la solde des militaires, ne doutons pas un seul instant que les travailleurs polonais résisteront par tous les moyens à la répression.

Se taire, ne rien faire en Occident et partout dans le monde, c'est armer la main du bourreau. Mal informés par les militaires, nous agissons pour aider, soutenir la classe ouvrière qui n'a pas besoin des bulletins de Radio-Varsovie pour faire savoir aux travailleurs du monde entier qu'elle s'oppose à l'état de guerre. Notre devoir est de soutenir la lutte des travailleurs polonais et faire pression sur la dictature militaire pour qu'elle libère tous les prisonniers et lève l'état de siège. Ne rien faire, se contenter de molles protestations non interventionnistes revient à soutenir la dictature militaire.

Thyde ROSELL



AFP

jeurité des entreprises industrielles. » Le quotidien américain *Boston-Globe* affirme que le maréchal Viktor Koulikov, commandant en chef du pacte de Varsovie, se trouverait en Pologne depuis une semaine.

Le représentant polonais à la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) dit qu'il n'y a eu aucune arrestation dans son pays. Mais « certains dirigeants politiques et syndicaux ont vu leur liberté de mouvement réduite. » L'après-midi, les étrangers sont priés de quitter le pays.

L'agence Tass fait état d'« incidents » opposant grévistes et forces de l'ordre à Katowice, « où un groupe extrémiste a tenté de

dés sont utilisés pour forcer les portes des aciéries de Katowice.

Dans la nuit, la télévision ouest-allemande fait état d'une fusillade ayant fait un mort au chantier naval de Gdansk.

Jeudi 17 décembre : la télévision polonaise diffuse la liste de soixante personnes internées, dont des militants du KPN (nationaliste) et du KOR (dont Jacek Kuron). La radio annonce que les aciéries Lénine et les centrales électriques de Cracovie ont été évacuées mercredi, et les « meneurs » arrêtés. L'armée et la police ont l'ordre de tirer si « des incidents sérieux éclatent. » La radio rappelle que les manifestants sont passibles de peines allant de la prison à la mort.

informations internationales



CANADA

L'action sociale et politique au niveau municipal à Montréal

ON le sait, Montréal connaît depuis quelque douze ans des expériences de participation populaire à la vie politique municipale. Nous avons voulu savoir où en était le mouvement municipal montréalais. Nous avons demandé à Dimitrios Roussopoulos, militant urbain, de nous brosser un tableau de cette situation.

La victoire écrasante de l'organisation de Drapeau en 1978 a ralenti certains types d'actions sociales et politiques au niveau municipal.

Il y a ceux qui commencèrent à militer dans leur milieu d'une manière différente, en tenant compte des leçons du passé. Un des exemples les plus intéressants est le développement du plus grand projet au Québec de coopératives d'habitation, dans le secteur Milton-Parc. Après onze ans de luttes — assemblées publiques, porte à porte, pétitions, manifestations, sits-ins et désobéissance civile, arrestations, prison, procès, grèves de la faim — les citoyens parvinrent en 1979 à sauver de la spéculation leurs quelques six pâtés de maison avec leurs 650 unités de logements et leurs 1 800 habitants. On créa une fédération d'une quinzaine de coopératives d'habitations. La population en est diversifiée, mais la majorité est constituée de travailleurs. Ces coops regroupent actuellement environ 400 personnes; ce nombre augmente tous les jours.

D'autres continuent à militer dans des organisations diverses à objectif unique. Je parle ici des groupes militant pour les droits des locataires ou des assistés sociaux (chômeurs), comme dans le secteur du transport. Un de ces groupes, Le Monde à Bicyclette, profite actuellement d'une couverture importante des médias, ses leaders faisant l'objet d'articles dans les journaux. Le message anticapitaliste des militants cyclistes est étouffé dans ce processus et les réponses, prises une à une, proposées par cette organisation

semblent de plus en plus acceptables à l'« establishment ». Et contrairement aux mouvements de locataires-squatters qui se développent ailleurs dans le monde, remettant en question la propriété et l'habitation privées, nous renforçons les pouvoirs de la Régie du logement, créature de l'Etat que ce dernier peut (avec ou sans pression du lobby immobilier) abolir à tout moment...

Il y a enfin ceux qui militent encore dans le RCM ou dans sa périphérie d'idéologie réformiste et parlementaire. « Social-démocratie urbaine appliquée » ou non, on tente d'intégrer les diverses questions urbaines dans un programme de réforme urbaine.

Vingt ans de luttes urbaines à Montréal, vingt ans d'efforts pour dégager le terrain politique des structures du pouvoir local qui sont imbibées de corruption morale et politique, ces vingt années ont créé une conscience qui n'a encore ni forme ni orientation révolutionnaire. Néanmoins, le potentiel y est et on peut le constater chaque jour.

A tout prendre, ce sont ceux qui se disent « socialistes autogestionnaires », « anarchistes » ou simplement « de gauche indépendante » et qui croient au fait qu'il faut construire en commençant par les fondations, à la fois dans et hors des lieux de travail, ce sont eux qui œuvrent en terrain neuf. Mais les divisions l'isolement existent encore. Le premier pas pour réaliser un changement social fondamental passe par l'objectif immédiat de s'emparer de la ville.

Dimitrios ROUSSOPOULOS
(Extrait du mensuel le Q lotté)

un service régulier et pratique

un soutien :

L'ABONNEMENT

RÉPRESSION

JOYEUX NOËL !



VOILÀ Noël revenu et avec lui la « trêve », la grande bouffe plutôt. Comme chaque année, le Petit Jésus va se vendre en toute occasion, et cela se terminera en cannibalisme rituel (la Communion) avant d'aller s'empiffrer et distribuer les cadeaux. Mais où cela se passe-t-il, chez nous, dans notre société où rien ne va, mais où, pour une quelconque raison et l'attachement de tous à une date, soit pour des raisons

mes intentions de faire un classement, mais partout on remarque des violations. Bien sûr, il y a ceux qui tiennent la vedette pour des raisons politico-sentimentales : l'Argentine, l'URSS, le Chili, l'Iran, le Cameroun. De ceux-là on en parle, ils ramènent des voix à l'un ou à l'autre des partis politiques. Mais qui parle de l'Éthiopie où des milliers de morts sont à dénombrer depuis leur « révolution », qui parle de la Guinée,

de concentration (sans élimination finale).

Nous, anarchistes, pouvons le dire, le hurler, car nous ne sommes inféodés à aucun parti, à aucune secte, nous pouvons affirmer notre solidarité avec tous car nous ne devons rien à aucun. Nos camarades en Grèce ne sont qu'une infime partie des millions d'individus qui, chaque jour, souffrent, et le rapport d'Amnesty international est bien discret, comme d'habitude, sur les pays anglo-saxons. Nous le réaffirmons, il n'y a pas de bons ou de mauvais régimes totalitaires, comme dirait je ne sais plus quel ponton du Parti socialiste.

Même en France, les objecteurs, les insoumis, les déserteurs, les Basques, les Bretons (j'en oublie) sont fliqués, fichés, emprisonnés. Rien n'a changé. Alors, partout l'on va fêter Noël, même en Irlande, les catholiques dans leurs ghettos, les protestants ailleurs et au grand jour. En Afrique du Sud, des enfants noirs vont adorer un dieu blanc, mais dans leur église, pas avec ceux de la race élue.

Nous devons, nous anarchistes, plus que jamais nous battre pour que l'homme, dans son intégralité, soit respecté, quelle que soit sa différence (sexe, âge, couleur, langue, coutume).

J.-C. BARRETTE



religieuses, soit que cela soit la fête des enfants, comme si les enfants n'étaient pas une fête en soi? Qu'il faille pour cela emprunter à la plus influente des sectes sa fête. Mais de quels enfants parle-t-on, des nôtres, mais les 75 millions qui travaillent (chiffres du Bureau international du Travail) et les millions d'autres qui meurent de faim et que le festin de ce réveillon et du lendemain nourriront pour un mois, et bien pour ceux-là c'est aussi leur fête?

Décidément, pour moi, libertaire, ce jour dit de joie devrait être un jour où la révolte qui nous anime explose devant cet étalage de conneries. Car enfin, leur sauveur de pacotille ne sert-il pas d'argument pour tuer depuis 2 000 ans et encore maintenant, en Irlande, au Liban, en Amérique latine, c'est au nom de leur Christ que l'on massacre. Faire une liste des exactions, des tortures, des massacres dont il est la cause, leur soi-disant Petit-Jésus, le journal entier n'y suffirait pas, et l'on fête sa soi-disant naissance en entonnant partout les cantiques d'amour et de rédemption, tout en laissant le monde aller comme il veut pour un soir.

Mais dans ce monde, le dernier rapport d'Amnesty international nous le rappelle, où sont respectés les droits de l'homme? Nulle part! Il n'est pas dans

des innombrables pays d'Afrique noire où une ethnie massacre les autres. Qui ose dire qu'Israël, pays où des gens ayant connu le génocide, torture dans ses prisons les Palestiniens et les maintient en camps

Communiqué de presse Exposition d'affiches anarchistes en Australie

Suite à un voyage effectué en Europe durant l'année 1980, quelques camarades, une fois de retour en Australie, ont organisé une exposition des affiches qu'ils avaient recueillies auprès des différents mouvements anarchistes, de France, d'Italie, d'Espagne, de Grèce et du Danemark. L'exposition s'est tenue à Melbourne, une ville de 2,3 millions d'habitants, située au sud-est de l'Australie. Elle a eu lieu dans une librairie populaire d'une banlieue de Melbourne possédant un taux important d'immigrés, principalement Grecs et Italiens.

Pendant les trois semaines qu'a duré l'exposition, on estime à plusieurs milliers le nombre de visiteurs. De nombreux libertaires espagnols et italiens furent attirés. Beaucoup de gens furent intéressés. Ces affiches témoignaient du fait que dans de nombreux pays d'Europe, il existe un mouvement libertaire soutenu par un large public populaire dans sa lutte pour une révolution libertaire. Pour d'autres personnes, elles démontrèrent que les anarchistes ne sont pas « anti-tout », mais qu'ils peuvent s'organiser en fédérations, avec des programmes cohérents pour le développement d'une société libertaire. On a beaucoup parlé du large champ d'activités dans lequel les anarchistes s'impliquent, ainsi que des affinités qui existent entre l'anarchisme et les luttes sur l'environnement, l'antimilitarisme, etc.

La situation des anarchistes en Australie a toujours été difficile. Beaucoup de tentatives pour créer des groupes et des fédérations n'ont conduit qu'à des scissions et des échecs. L'isolement que beaucoup de camarades australiens ressentent explique peut-être cela. Néanmoins, aujourd'hui, il y a un certain nombre de petits groupes et de librairies qui vont permettre de faire circuler cette exposition en Australie.

Les camarades australiens espèrent que cette exposition va renforcer les liens avec les anarchistes européens et favoriser des activités locales en Australie.

Libertarian Socialist Organisation

MÉDIAS

L'autre scandale Jeune Afrique !

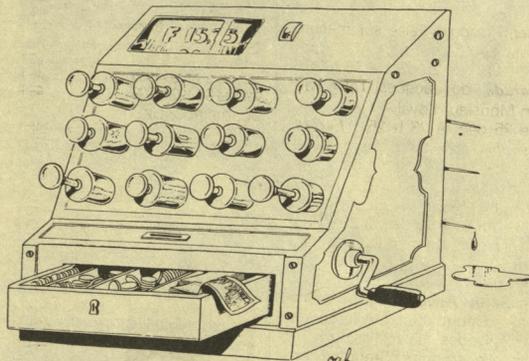
DANS le couloir d'entrée de l'immeuble qui abrite les locaux du groupe Jeune Afrique, à Paris, Béchir Ben Yahmed, patron de ce groupe, affiche avec une touchante modestie sa propre autosatisfaction. Sur les murs où ne manque que le portrait du maître des lieux, des panneaux mettent en lumière la suffisance du personnage : « Jeune Afrique a réussi... nous sommes sur la bonne voie... », etc. Mais aujourd'hui, l'un d'eux retient plus particulièrement l'attention : « Les dictateurs nous craignent, ils ont raison. » Depuis quel temps, personne, à part Ben Yahmed lui-même et le petit groupe de larbins dévoués qui forment sa cour, ne peut s'empêcher de sourire à la vue de cette inscription ; depuis le 25 novembre, exactement, date à laquelle *Le Canard enchaîné* nous a appris que quelques-uns de ces dictateurs concourent, à travers la pub rédactionnelle (1) qu'ils paient chèrement, à rendre « globalement positif » le bilan comptable du journal, une façon comme une autre, sans doute, d'apaiser les craintes... Le lendemain, c'est le quotidien *Libération* qui reprenait l'information, en reproduisant le document publié par *Le Canard*, et attestant de la volonté de Ben Yahmed d'ouvrir les pages de son journal à tous ceux des tyrans africains qui voudraient bien allonger les dollars.

« Ma dignité se trouve dans le coffre-fort »

Depuis, trois autres articles de l'hebdomadaire satyrique sont venus confirmer les faits et apporter d'autres précisions. Il est inutile, ici, de s'attarder sur les détails de cette affaire (2). Ce qu'elle met en lumière, c'est l'extraordinaire pourrissement des mœurs journalistiques, qui apparaît avec éclat dès que le doigt est mis sur les rapports étroits liant le monde de la publicité et des puissances d'argent à celui de la presse. Rapports qui méritent tous les directeurs de journaux, tôt ou tard, à élargir le champ de la prostitution de luxe en se vendant aux plus offrants ou en pratiquant, dans le « meilleur » des cas, une autocensure permanente. Le résultat en est ce journalisme « décaféiné » qui s'étale dans les colonnes de tous les quotidiens et hebdomadaires de France et de Navarre, et dont *Jeune Afrique* demeure l'un des plus beaux exemples. Ce qui donne à cette histoire une couleur de scandale et en souligne l'aspect particulièrement lamentable, c'est de voir un journal qui, à l'image de son directeur, se veut vaguement libéral, donneur de leçons, s'offrir à ceux-là mêmes qui ont fait saisir plusieurs numéros de ce bien inoffensif hebdomadaire, la Tunisie du sinistre Bourguiba, le Maroc du « petit trou du cul » d'Hassan II, le Zaïre de l'assassin Montubu, etc., autant de pays où la liberté de la presse rêve encore de voir le jour. On place sa dignité où l'on peut ; Ben Yahmed, lui, a choisi son coffre-fort.

Il lui fallait pourtant répondre aux vérités du *Canard* et de *Libération*. Ça n'est évidemment pas dans le sens de l'autocritique, on le devine aisément, que Béchir Ben Yahmed a orienté sa réplique. Il n'en avait, bien sûr, ni l'intention ni le courage. Aussi, le petit devoir laborieux qui lui sert de réponse, et dans lequel il prétend « tout dire », évite lourdement le problème de fond évoqué plus haut. Ayant été, paraît-il, ministre d'on ne sait trop quoi en Tunisie, il utilise les armes de tous les politiciens de la terre pris en défaut et tems de s'expliquer. Noyant le poisson dans un discours-fléuve, s'étendant pour ne rien dire, crachant quelques gouttes de venin ici et là, le directeur de *Jeune Afrique* s'enlise dans le marais nauséabond de ses « explications ». Lui qui, dans cet écrit, parle de poubelles, semble avoir été chercher là toute son inspiration. Là où, à défaut de dignité, la logique lui commandait de se laver un peu du cacah mis en lumière, il tente au contraire d'en éclabousser les autres, ses « agresseurs », comme il dit.

C'est alors le teigneux, vexé d'avoir été pris la main dans le sac, qui se livre aux attaques personnelles, aux ragots de bas étage, seuls domaines, dans cette affaire, où Ben Yahmed montre un réel savoir-faire. Cette croûte, qui se veut réponse, ne mériterait guère qu'on s'y attardât davantage si son auteur avait eu l'honnêteté d'en revendiquer seul la paternité. Ça n'est hélas pas le cas, et c'est là que prend corps ce qui, de toute évidence, constitue l'autre scandale *Jeune Afrique*.



Un salarié, ça se prend et puis ça se jette

Quelques jours après la révélation de l'affaire par *Le Canard*, une partie d'abord, puis l'ensemble des salariés du Groupe Jeune Afrique, par deux fois, allaient être rendus complices, sans qu'avis leur ait été demandé, des combines et magouilles de leur employeur. Dans *Le Monde*, un encart publicitaire — officiel ce-lui-là ! — avertissait le lecteur de la réponse du premier responsable de l'hebdo franco-africain en des termes surprenants : « Cette semaine, sous la plume de B. Ben Yahmed, c'est tout l'hebdomadaire qui fait face à ses détracteurs. » A peine remis de leur surprise de se voir associés à un texte dont ils se moquent comme d'une marque de papier hygiénique, le personnel de *Jeune Afrique* se voyait remettre une note qui pourrait compter parmi les morceaux choisis de la littérature humoristique si l'affaire qui l'inspirait ne s'était montrée aussi grave. De cette note, Ben Yahmed ne prétend pas moins qu'une attaque est montée, « avec l'espoir de nous discréditer... ». Ce-la fait, nous nous remettons au travail (il avait donc cessé ?) et nous ne nous laisserons pas distraire. » Ce discours scandaleux, qui entre dans le droit fil de ce paternalisme puant, commun à nombre d'entreprises, prend, dans le cadre du Groupe Jeune Afrique,

un tour particulièrement odieux.

Car il faut savoir ce qui, derrière la façade, se cache grossièrement dans ce haut lieu de la truanderie patronale. Parmi les panneaux évoqués au début de cet article, il en est un autre qui affirme que « *Jeune Afrique* respecte l'autre... ». Les salariés du Groupe aimeraient savoir quel est cet « autre », à part le dictateur fortuné de service, qui a droit à ce prétendu respect. Pas eux, en tout cas, exploités au plus haut point, dans des conditions de travail lamentables.

Jouissant de la pire des réputations dans le milieu de la presse parisienne et jusqu'à l'Inspection du Travail, Ben Yahmed fait régner dans son petit empire le contrat de travail à durée déterminée, saloperie moyennageuse qui fait des salariés temporaires du négrier de l'avenue des Ternes des individus taillables et corvéables à merci, qu'on utilise un maximum un temps donné avant de les jeter à la rue, pour mieux recommencer l'opération avec d'autres qui connaîtront le même sort. Ce procédé n'est bien sûr pas sans avantages pour celui qui l'impose. Compte-tenu de la situation que tout le monde connaît, Ben Yahmed est bien sûr le tout premier à proposer des salaires « à l'africaine », assuré qu'il est de trouver preneurs. Mais le plus important pour ce patron de presse prétentieux et trouillard est bien

sûr d'empêcher ainsi toute possibilité d'action revendicative à moyen ou à long terme. La durée maximale des contrats étant fixée à un an, le moindre « meneur » se verrait bien sûr remercié dès que possible, plongeant ainsi la grande majorité des employés du groupe dans une résignation forcée et les amenant à partir au plus vite (« Je ne fais que passer », c'est la devise qui devrait figurer sur les murs).

La mentalité Ben Yahmed ne date bien sûr pas d'aujourd'hui. En 1971, nombre d'employés lassés par ce terrorisme patronal avaient déclenché une grève, un mot que ce petit monsieur, dans sa réponse au *Canard*, prend soin de mettre entre guillemets, comme pour mieux signifier, dans l'obligation où il se trouve de l'employer, qu'il est indigne de sa plume. Depuis, le tyranneau a fait le vide et imposé sa politique d'embauche d'un autre âge, pour mieux compter ses dollars dans la tranquillité. C'est ça, *Jeune Afrique* !

Thérèse LOPEZ
(1) La pub rédactionnelle consiste à faire paraître des articles ne portant pas la mention « publicité » mais qui sont, dans le cas présent, grassement payés par le pays dont il est question dans ces articles.

(2) Voir à ce propos les numéros du « *Canard* » du 25 novembre et des 2, 9 et 16 décembre.

« LES HIRONDELLES »
DU 14 DÉCEMBRE

ON disait des « hirondelles », ces flics parisiens revêtus d'une pélerine et circulant à bicyclette, qu'elles allaient toujours par deux. Pour les manifestations importantes qui ont lieu dans la capitale, il en va de même des journalistes, sans que la tâche de ces derniers soit parfois plus reluisante que celle des volatiles un peu particuliers évoqués ci-dessus. La lecture de certains quotidiens, au lendemain de la manifestation de soutien aux travailleurs polonais, est à cet égard édifiante. Le 14 décembre au soir, la Fédération anarchiste était bien présente, elle aussi, pour crier son indignation face à cet autre crime du communisme en Pologne, nouveau « Chili » du fascisme rouge. De Montparnasse aux Invalides, mille cinq cents personnes environ défilaient derrière nos banderoles, reprenant nos slogans, dans la plus parfaite tranquillité, mis à part, il est vrai, quelques boucadules dues à l'attitude policière des militants de la Ligue communiste révolutionnaire, petits soldats enrégimés qui devraient bientôt permettre au pouvoir de se passer de CRS. Le lendemain, la presse rendait compte de l'événement et — ô « surprise » ! — certains journaux en profitaient pour baver une fois de plus sur notre organisation, démontrant par là même que nombre de spécialistes du décevelage, appelés abusivement journalistes, se passent aisément d'états de siège ou autres situations « normalisées » pour garder la plume sur la couture du pantalon et servir de faire-valoir aux idéologies et partis dominants.

Pierre Georges et Laurent Greilsamer, pour *Le Monde*, ce bréviaire quotidien des bien pensants, évacuent en deux lignes le douloureux problème qui consiste à signaler notre présence, en évoquant, de façon ô combien originale — ces gens-là ont fait l'école de journalisme, où l'on apprend à éviter l'utilisation des clichés — « les purs et durs de la Fédération anarchiste ». De nos slogans, du nombre de nos sympathisants, les lecteurs du *Monde* ne sauront rien ; seule compte notre « difficile convivialité » avec les trotskistes de la Ligue coco, dont on ne nous dit pas, par ailleurs, quels sont ses degrés, à elle, de pureté et de dureté par rapport aux autres chapelles du trotskisme français. Travailler pour un journal dont la qualité de l'information passe pour prestigieuse, et ne s'apercevoir qu'en décembre 1981, à l'occasion d'une manifestation, que les rapports entre trotskistes et anarchistes ne sont guère au beau fixe, voilà qui relève de l'exploit. Encore bravo !

Eric Hassan et Michel Chemin, pour *Libération*, étaient là aussi, et signalent notre présence en fin d'article, comme toujours. L'heure de rendre la copie devait sonner, car dix-sept mois suffiront à enlever l'affaire. Jeudi 17 décembre, Michel Chemin rectifiait un peu le tir en signalant la venue de nombreux anarchistes à cette manifestation. Sans aller jusqu'à penser que le nom de notre organisation sera cité, il est certains camarades, chez nous, les plus optimistes, qui espèrent cinq lignes d'information sur notre prochaine participation à un rassemblement. On peut toujours rêver...

Jacques de Danne et Roger Laurent, quant à eux, ont fait leur crotte en page 5 de *France-Soir*. S'agissant de la Pologne, sortaient-ils de la messe ou étaient-ils, comme le veut le dicton, souls comme deux habitants de ce pays pour entendre des slogans que personne à part eux n'a entendu (ils signalent des cris contre Heru et Radio Tour-Eiffel) ? Cette seconde explication semble plus vraisemblable, tant leur prose s'apparente au vomis nauséabond de l'après-beuverie. Evoquant à leur tour les « anarchistes », ils parlent de « petits groupes provocateurs », mais oublient de préciser quelles furent ce soir-là les provocations commises, tout comme les irréparables conséquences auxquelles elles menèrent. Il n'est pas dans nos habitudes de faire dans la délation ou l'appel au crime dans la publication des portraits-robots. Cependant, s'il est vrai qu'il se trouve quelques groupes de provocateurs lors de chaque manifestation, nous saurons désormais que l'un d'eux est com-



posé de Roger Laurent et Jacques de Danne. Dont acte.

Avec *L'Humanité*, les hirondelles laissent la place aux corbeaux, car les auteurs de l'article restent dans l'anonymat. On n'y parle pas, bien entendu, de la Fédération anarchiste, organisation non reconnue par le Kremlin. D'ailleurs, à part la CFDT et le PS, la manifestation est l'œuvre, vous l'avez deviné, de la droite et des fascistes...

Devenu paillasse de l'Elysée, *Le Matin de Paris*, fidèle à sa ligne de conduite à notre égard, observe un silence total. Là aussi, pas de changement, mais la continuité. Bien sûr, ceux qui croient encore au rôle informateur des médias se poseront des questions quant à l'éthique et la déontologie un peu spéciales qui régissent dans ce quotidien. Sa position présente toutefois un avantage, compte tenu de ce que nous avons signalé ailleurs : celle d'éviter de raconter des conneries.

Pour finir, que dire de tout cela ? Que le mardi 15 décembre, grâce à leurs quotidiens préférés, soucieux d'objectivité, les Français apprenaient que de petits groupes de provocateurs anarchistes purs et durs, s'entendant mal avec les trotskistes, avaient défilé en fin de manif en brandissant des drapeaux noirs et en criant des slogans hostiles à Radio Tour-Eiffel... C'est décidé, je m'abonne au *Matin* !

Julien ROBIN

NOTE DE LECTURE

Restructuration capitaliste et technobureaucratie en France

par Michel D. Perraudau

Ed. Noir et Rouge

ETRE révolutionnaire, on ne le répètera jamais assez, c'est d'abord être un forcené du présent. C'est le vivre avec ses tripes. C'est, le plus part du temps, le vomir. C'est presque toujours être obsédé par l'envie furieuse de lui faire éclater la tête au soleil de la haine. Etre révolutionnaire, en fait, c'est donc avant tout avoir la révolte à fleur de cœur et le cœur à fleur de révolte.

Etre révolutionnaire, cependant, ce n'est pas seulement être capable de montrer les crocs. C'est aussi mordre le présent à pleines dents. C'est le prendre à la gorge. C'est tenter de lui casser les reins. Etre révolutionnaire, c'est donc aussi conjuguer la révolte au rythme endiablé de l'action.

Etre révolutionnaire, enfin, c'est aussi et surtout mener de front la destruction du présent et sa reconstruction. C'est passer du refus à la proposition. C'est, tout à la fois, être intolérant vis-à-vis de l'intolérable et attentif à la compréhension de cet intolérable dans le double but de lui tordre le coup et de préparer le terrain à l'alternative. C'est donc prendre le présent à bras le corps pour lui donner le baiser de la mort, celui de l'avenir.

Etre révolutionnaire, au bout du compte, est un genre difficile. La spontanéité et les qualités de cœur font rarement bon ménage avec l'esprit d'analyse, et c'est, sans nul doute possible, l'originalité profonde du mouvement anarchiste que d'avoir réussi, un œil sur le présent et l'autre sur l'avenir, à réchauffer et à enrichir sans cesse sa révolte au contact de la réflexion théorique.

Après *Irlande, le pays des nègres roux* et *Rapport sur l'état actuel de la Vendée*, Michel Perraudau-Delbreil nous donne ici une nouvelle preuve de ce souci de plonger le poignard de la révolte au cœur du présent. En très

peu de pages (la présente brochure en comporte 20), il réussit le tour de force de déosser entièrement ce présent et d'en mettre en nu l'essentiel. L'essentiel, en effet, depuis déjà quelques années, c'est la restructuration du capitalisme au triple plan économique, politique et social. Michel Perraudau nous décrit ce processus, et il s'attache tout particulièrement à nous faire prendre conscience de la montée lente, mais irrésistible, d'une nouvelle classe dirigeante : la technobureaucratie. Il nous explique en quoi cette nouvelle classe est l'expression politique de la restructuration du capitalisme. Il nous dépeint son apparition au sein de la droite libérale et sa percée dans les sphères de la gauche. Il nous annonce comment, par le biais de « l'autogestion » et des nouvelles formes d'organisation du travail, elle a l'intention de régner.

Ecritre un an avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, cette brochure a, rétrospectivement, des accents de prophétie. Annoncer, comme le faisait Perraudau à cette époque que le Parti socialiste était, pour l'avenir imminent, le vecteur le plus approprié à la montée de la technobureaucratie n'avait en effet rien d'évident à ce moment-là. Une brochure qui vise juste, donc ! Une brochure qui serre le réel au plus près, qui ne ménage pas ses efforts pour comprendre l'intolérable, qui s'efforce de l'analyser, de le disséquer, d'en pincer les ressorts et d'en anticiper les évolutions. Une brochure à lire, bien évidemment, car elle constitue une arme théorique de poids permettant à notre critique de ne pas griffer le vide et à notre révolte de sortir du champ clos du réactionnel pour s'ancre dans la compréhension du présent.

Jean-Marc RAYNAUD

SÉLECTION



RADIO

— France-Culture : le 25 déc., à 20 h : *Les Marchands de demi-pain*, avec un savant atomiste, Stanley Benson et un lama bouddhiste.

Le 26 déc. à 20 h : *Cœur de chien*, de Mikhaïl Boulgaïkov. Ecrite en 1925, une satire de la société soviétique. Toujours actuel.



TÉLÉVISION

— TF1 : le 27 déc. à 20 h 30 : *Nous irons tous au paradis*. La suite d'un éléphant, ça trompe énormément.

Le 28 déc. à 16 h 45 : *Monsieur Francis Blanche*. Un spectacle du café-théâtre du Fanal aux Halles.

Le 28 déc. à 22 h 10 : *Hôtel du Nord*. Carné et Jeanson. Pour les jeunes générations, car les anciennes l'ont vu au moins dix fois.

Le 30 déc. à 22 h : *Entre onze heures et minuit*. Un film de Henri Decoin, taillé sur mesure pour Louis Jouvet.

— A2 : le 25 déc. à 16 h 20 : *Parade*, de Jacques Tati. Tati en Monsieur Loyal.

Le 25 déc. à 23 h 25 : *Les 39 marches*, de Hitchcock qui déclarait : « Certains films sont des tranches de vie, les miens des tranches de gâteau. »

— FR3 : le 29 déc. à 21 h 30 : *Le cirque*, de Charlie Chaplin. (1927).

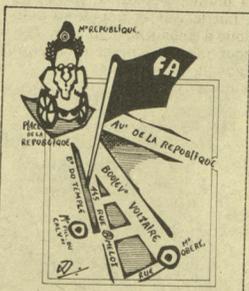
Le 26 déc. à 20 h 35 : *La chartrreuse de Parme*, d'après Stendhal. Début d'un feuilleton en six épisodes. La télévision saura-t-elle traduire Stendhal en images ?

Le 27 déc. à 22 h 35 : *Beau fixe sur New-York*, cycle Cyd Charisse.

Le 30 déc. à 22 h : *Le déjeuner sur l'herbe*. Jean Renoir, Joseph Kosma, Paul Meurisse.

Jacques Higelin passe en ce moment au Palais d'Hiver.

Un soutien : l'abonnement



CAFÉ-THÉÂTRE

Nous on fait où on nous dit de faire

Reprenant, pour sa pièce, le titre (dérisoire) d'une campagne de propreté orchestrée récemment et qui concernait les chiens, Michel Bonnet donne le ton de son spectacle.

Pendant plus d'une heure, Jacques Brière et Michel Bonnet vont se donner la réplique. Ce jeu leur permet de cerner de façon acérée les travers d'une certaine France profonde, celle qui écoute les jeux radiophoniques et les programmes de Noël à la télévision, aussi bien que la honte des spectateurs allant voir des films pornos.

Cette pièce est donc, avant tout, une suite de sketches, très bien joués, particulièrement le dernier, où le présentateur d'une émission de jeu-radio se transforme peu à peu en tortionnaire, et le questionné en victime.

Colette

Au Théâtre d'Edgar, 58 bd Edgar Quinet, Paris 14^e, à 22 heures, jusqu'au 15 janvier.

DISQUES ET BANDES DESSINÉES EN VENTE À PUBLICO

Ces ouvrages sont en vente à Publico, ouvert du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h. Les commandes pour la province sont faites le jour même, sauf rupture de stock. Rajouter 12% pour les frais de port.

Publico : 145, rue Amelot, Paris 11^e. CCP 11 289 15 Paris.

Les astérisques signifient que la titre du disque existe aussi en cassette au même prix.

HUGUES Jean : La Vilaine	45 F
LAVILLIERS : Live-3 disques - Les Barbares	100 F 45 F
Chants des esclaves américains	45 F
Chansons de femme	45 F
Pour des chansons de femmes	45 F
TZAUT Olivier : Bra l'mondo*	45 F
Uniquement en cassettes	
TZAUT Olivier : Karnavaletto	45 F
Scieur-padrem da libeli braghi bianchi	45 F



CHORALE DURRUTI : Chants anarchistes de la guerre d'Espagne	45 F
LOS NINOS : Cantos de la revolucion mejicana*	45 F
GORI PIETRO : Canti anarchici*	45 F
GRUPPE 17 Chants de la Commune de Paris	45 F
UTGÉ-ROYO Serge : Volume 1	45 F
Volume 2	45 F
FLORENCIE Jacques chante Bruant et Couté	45 F
PIERRON Gérard : chante Gaston Couté*	45 F
GENNERET Pascal et Claire : La Polka du nucléaire	15 F
LES BARRICADIERS : Chansons de Mai	45 F
PRISE DE PAROLE DE L'EPOQUE : Mai 68	45 F
LECOIN Louis : Témoignages	60 F
Chants de la guerre d'Espagne : volume 1	45 F
volume 2	45 F
Les radios libres en Louisiane	45 F
MEULIAN Bernard : Gaston Couté (double durée)	60 F
Bandes dessinées	
BINET : Kador (3 vol., chacun)	30 F
GOOSENS : Le Messie est revenu	30 F
GOTLIB : Dans la joie jusqu'au cou	30 F
GIMENEZ : Paracuellos Koolau le lépreux	30 F 28 F
PRATT : La Ballade de la mer salée Les Celtiques	45 F 42 F
PÉTILLON : Le Chien des basketville La dent creuse Balmer et Supermarkestein Gourous derviches and co	34 F 34 F 34 F 34 F
BUZZELLI : Aunoa	30 F

Demandez le nouveau catalogue des livres et brochures en vente à Publico (Joindre un timbre de 0,80 F pour l'envoi)

SPECTACLES Allez-y avant que les chars n'arrivent !..

• THÉÂTRE : *Les Moines en folie*, écrite et mise en scène par Olivier Praxel, avec C. Barjol, G. Chappuis, C. Maimin, F. Domange, au Café d'Edgar, tous les jours, sauf le dimanche, à 20 h 30. *Ca fait mal quand je touche ?*, de Serge Papagolli qu'il présente ainsi : « Ca me fait mal quand je touche », correspond tout simplement à l'envie de parler de problèmes qui me touchent, de sentiments qui m'éclatent dans la poitrine quand je regarde le monde et la société dans laquelle je vis. Cette envie n'est peut-être pas très originale, mais elle correspond à un besoin, l'incommunicabilité étant certainement un des problèmes essentiels de notre monde. » Du 29 décembre au 31 janvier, à la Gaîté-Montparnasse, tous les soirs à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. (Relâche lundi).

• DANSE : *Craziella par Craziella Martinez*, à l'Espace-Marais, du 22 décembre au 9 janvier, à 20 h 30 (sauf dimanches et lundis). « Fidèle à ses thèmes de mort et de renaissance, Craziella Martinez nous plonge dans l'émotion, la tragédie, le rire et le sublime avec un pas de deux non conventionnel, puisque son partenaire n'est rien d'autre qu'un landau d'où s'échappent les cris déchirants d'un enfant... Landau-humain, landau-prison, la femme reste prisonnière, malgré ses stratégies et ses mille inventions plus une.

• CONCERTS : Font et Val chanteront le 29 décembre à Saint-Jean de Sixt (74). *Les Etoiles*, spectacle de musique brésilienne, du 30 décembre au 31 janvier, au Palais des Glaces, 37, rue du faubourg du Temple, Paris 10^e.

Philippe

ELLES »
MBRE
parisiens revêtus d'une
qu'elles allaient tou-
n sûr présence, elle
autre crime du com-
fascisme rouge. De
s personnes environ
nos slogans, dans la
vrai, quelques bous-
ants de la Ligue com-
qui devraient bien-
S. Le lendemain, la
« surprise » ! — cer-
fois de plus sur no-
que nombre de spé-
journalistes, se pas-
ions « normalisées »
on et servir de faire-
Le Monde, ce bré-
en deux lignes le
notre présence, en
ces gens-là ont fait
l'utilisation des
anarchiste ». De nos
lecteurs du Monde
convivialité » avec
surtout dit pas, par ail-
de dureté par rap-
S. Travailler pour
pour prestigieuse,
casion d'une mani-
anarchistes ne sont
bit. Encore bravo !
on, étaient là aussi,
ne toujours. L'heu-
pt mots suffiront à
hemin rectifiait un
anarchistes à cette
nom de notre or-
chez nous, les plus
ion sur notre pro-
t toujours réver-
eux, ont fait leur
la Pologne, sor-
tut le diction, souls
re des slogans que
res cris contre Her-
tation semble plus
omis naseabond
anarchistes », ils
oublent de pré-
mises, tout com-
mentèrent. Il n'est
ou l'appel au cri-
ir, qui se délecte
dant, s'il est vrai
s lors de chaque
n d'eux est com-

SOCIAL

Les trente-cinq heures

A PRÈS huit ans de récession économique et un septennat réactionnaire qui ont conduit à une dégradation sans précédent de nos conditions d'existence, la situation est catastrophique pour beaucoup d'entre nous : le chômage ne cesse d'augmenter, notre pouvoir d'achat a considérablement diminué, l'inflation croît toujours à un rythme effréné et la restructuration capitaliste jette toujours plus de travailleurs sur le pavé.

Le choix des revendications

Face à l'intolérable, nous devons imposer dès aujourd'hui, les mesures susceptibles de soulager les difficultés du plus grand nombre. Mais nous ne devons pas nous leurrer, certaines revendications (comme l'augmentation des salaires), même si elles sont vitales puisqu'elles améliorent notre existence, ne nous permettront pas d'en sortir véritablement, car elles sont très rapidement neutralisées par le système lui-même : une augmentation de salaires est très rapidement bouffée par l'inflation galopante actuelle. Ce n'est qu'en imposant la réduction du temps de travail, ce n'est qu'en menant un combat contre la hiérarchie des salaires, contre la hiérarchie des fonc-

tionnels qui se réduisent à attribuer des primes aux entreprises créant des emplois (1). Ce qui revient à financer la création de postes par nos propres impôts.

2 — La revendication de la diminution du temps de travail peut aussi être offensive. Nous savons, en effet, que le chômage est l'une des armes privilégiées du patronat pour imposer ses vues au prolétariat : en créant une pression sur le « marché de l'emploi », il peut agir plus aisément contre nos salaires et nos conditions de travail. Au chômage permanent plus ou moins total, le prolétariat doit donc opposer la revendication permanente de la réduction de la durée du travail. A travers la lutte contre le chômage, c'est une arme très efficace de la bourgeoisie qui est ainsi combattue.

Cette revendication permet enfin d'attaquer l'organisation capitaliste de la production, car elle peut gêner la bourgeoisie dans sa « rationalisation » industrielle et sociale. Face à la restructuration du capital et à la nouvelle division internationale du travail qui sont actuellement mises en place, c'est une réponse appropriée puisqu'elle remet en cause l'intensification de la mécanisa-

tion de la durée de travail. S'il est primordial d'imposer les 35 heures tout de suite, il sera encore plus important, sitôt que nous les aurons imposées, de recommencer la lutte pour une nouvelle diminution du temps de travail.

4 — La réduction du temps de travail ne suffit pas, à elle seule, pour attaquer véritablement la rationalisation capitaliste de la production. Il faut, en même temps, combattre une autre arme très importante des patrons, l'inflation (qui leur permet de remettre automatiquement en cause toute nouvelle augmentation des salaires), par l'indexation des salaires sur le coût de la vie. Il faut aussi la relier à la remise en cause de la hiérarchie des salaires. Ces deux objectifs peuvent être obtenus en imposant l'échelle mobile uniforme des salaires (3). Mais il faut aussi organiser sans tarder la lutte contre la hiérarchie des fonctions et contre les cadences.

35 heures, c'est toujours l'exploitation capitaliste

Nous ne devons pas nous leurrer sur les potentialités réelles des 35 heures.

1 — Pour répondre à cette diminution du temps de travail, le patronat dispose d'un certain nombre de réponses : accroître l'intensité du travail (les cadences), la productivité du travail (par substitution de la machine à l'homme) et les heures supplémentaires, sans que cela se traduise par de nouvelles créations d'emplois.

2 — Nous ne devons surtout pas commettre l'erreur de trop surestimer la signification de ces cinq heures de travail en moins : 35 heures, ce sera toujours 35 heures d'exploitation en trop ! Malgré cette amélioration, nous serons toujours soumis à l'insupportable aliénation marchande qui, même en dehors de nos lieux de travail, nous soumet à l'implacable logique du fric.

3 — Enfin, le choix judicieux de nos revendications doit aller de pair avec une plus juste vision de nos moyens de lutte.

Non, notre force ne se trouve pas dans une majorité de gauche à l'Assemblée ni dans un gouvernement socialiste, mais sur nos lieux de travail, là où le patronat s'engraisse sur notre dos. Il nous faut à tout prix nous battre sur notre terrain, exploités contre exploités, et avec nos propres armes : l'action directe (« à mauvaise paye, mauvais travail »), grèves du zèle, sabotages, grèves sauvages) pour imposer notre volonté, sans passer par la concertation avec l'Etat et le patronat !

Philippe (gr. Kropotkine)

(1) Voir, par exemple, le projet gouvernemental qui propose aux vieux travailleurs de plus de 55 ans de prendre une retraite à mi-temps, moyennant une perte de salaire d'environ 20%. L'entreprise concernée devra alors embaucher un jeune et l'affecter au même poste : dans ces conditions, l'Etat paiera le tiers, environ, du salaire du travailleur âgé.

(2) C'est d'ailleurs pour laisser le temps à la bourgeoisie de se réorganiser que le gouvernement lui a donné ce délai de quatre ans.

(3) L'échelle mobile uniforme permet : une hausse substantielle des bas salaires ; le réajustement du pouvoir d'achat de la quasi-totalité des salariés ; le pouvoir d'achat des très hauts salaires n'est pas totalement rétabli. Cela permet une réduction de l'éventail hiérarchique des salaires.

Négociations par branche

LA FIN DES ILLUSIONS

TOUT a commencé avec la signature, dans la foulée de l'enthousiasme du 10 mai, du protocole d'accord entre le CNPF et les confédérations syndicales (CGT exceptée), le 17 juillet dernier. Cet accord qui a fait couler beaucoup d'encre, notamment à la CFDT où les critiques n'ont cessé de pleuvoir à ce sujet, prévoyait la tenue, avant la fin de l'année, de négociations dans toutes les branches d'activités, afin de mettre en place une réduction du temps de travail.

Deux thèses s'opposent depuis lors. Les signataires de l'accord estiment que c'était ouvrir la voie à des avancées importantes, l'essentiel étant d'obliger le patronat à négocier, la montée des rapports de forces devant permettre d'aller souvent au-delà du minimum fixé par le protocole d'accord, à savoir pour l'essentiel la semaine de 39 heures et la cinquième semaine de congés payés.

Seulement, le rapport de forces n'a pas sensiblement évolué en faveur des travailleurs, et le patronat s'est rarement senti obligé de céder. Cela semble donner raison à la seconde thèse, celle de la CGT, qui refusait de s'engager sur des bases minimales, en retrait par rapport aux revendications portées depuis longtemps telles les 35 heures.

Un bilan désastreux

Aujourd'hui, il est possible d'esquisser un bilan, non exhaustif bien sûr puisque les négociations se poursuivent encore dans certaines branches professionnelles.

En règle générale, il n'a pas été possible d'obtenir plus que ce que prévoyait le protocole du 17 juillet. C'est le cas dans les assurances, la coiffure, le bâtiment et le ciment. Dans quelques autres cas, des engagements ont été pris pour une réduction plus importante du temps de travail, à savoir les 38 heures dans six mois ou un an, tels les transports urbains et la RATP.

En règle générale, il n'a pas été possible d'obtenir plus que ce que prévoyait le protocole du 17 juillet. C'est le cas dans les assurances, la coiffure, le bâtiment et le ciment. Dans quelques autres cas, des engagements ont été pris pour une réduction plus importante du temps de travail, à savoir les 38 heures dans six mois ou un an, tels les transports urbains et la RATP.



Enfin, lorsque les propositions patronales allaient plus loin, elles étaient assorties de conditions de nature à aggraver sérieusement les conditions de travail. Ce fut le cas à la Caisse d'Épargne, au terme d'une grève longue. La CFDT refusera également sa signature au contrat de solidarité de la mairie de Lille pour des raisons identiques.

Maximaliste, la CGT ?

Dans ce contexte, la CGT use d'un double jeu admirable de finesse. Elle signe à la RATP un accord prévoyant les 38 heures au 1^{er} décembre 82, alors qu'elle refuse les mêmes conditions dans d'autres branches. Même chose dans les transports urbains. Il est vrai que le directeur de la RATP et le ministre

des Transports sont des camarades du parti, et que la semaine de 39 heures n'a pas le même goût suivant qu'elle est proposée par un patron socialiste ou par un patron communiste ! Afin de se dédouaner vis-à-vis des travailleurs, elle obtient (sans difficulté) que l'accord sur les salaires à la RATP soit dissocié du reste de l'accord, ce qui lui permet de s'engager sur le terrain de la paix sociale en gardant un deuxième fer au feu, au cas où... La signature du contrat de Lille, donnée par-dessus la section syndicale concernée et malgré son refus initial, ressemble fort à un geste de solidarité gouvernementale. Le Premier ministre ne peut pas être un patron comme les autres... tant qu'il y a des ministres communistes au gouvernement.

La CFDT va-t-elle

« recentrer le recentrage » ?

Et toutes les autres branches dont on ne parle pas ? La métallurgie, la chimie, le commerce, etc. Là encore, il n'y aura rien de plus que le contenu du protocole de juillet, avec la seule différence que les négociations n'ont pas pu aboutir et que ces mesures ne bénéficieront donc pas de la caution syndicale.

Pourtant, la CFDT mène grand tapage autour des quelques signatures qu'elle est parvenue à donner. Ainsi, la Fédération Générale Services-Livres (FGSL) fait grand cas des avancées obtenues dans les secteurs des assurances, du gardiennage et de la coiffure, mais elle oublie de dire que cela ne fait que trois accords signés sur les vingt-neuf secteurs qu'elle couvre !

Quel maigre résultat ! Edmond Maire avait claironné sur tous les tons que des horizons nouveaux s'ouvriraient au syndicalisme. Sa politique n'a permis de récolter que des miesses, et encore celles-ci ne concernent-elles qu'une minorité de travailleurs.

Alors Edmond se fâche. Il tempête ; il menace le CNPF



tion du travail en obligeant le patronat à utiliser tous les bras disponibles.

Les limites des 35 heures

Mais pour que les 35 heures répondent effectivement au double objectif que nous avons fixé, il est nécessaire de lier cette revendication à un certain nombre de conditions bien précises sous peine de n'aboutir à rien.

1 — Il n'est pas question d'attendre 1985 ! Il faut imposer les 35 heures tout de suite, parce qu'une réponse immédiate au chômage est nécessaire : ceux qui n'ont pas même de quoi vivre ne peuvent attendre quatre ans. Il n'est pas non plus question d'attendre que les patrons réorganisent en douceur leur système de production pour aboutir sans à-coup au 35 heures (2).

2 — Quant à attendre que le gouvernement daigne nous les donner, c'est ôter un caractère très important à cette revendication, celui de l'apprentissage de la lutte et de la solidarité.

3 — Cette revendication ne peut être réduite à elle-même. Depuis longtemps déjà, la structure de production capitaliste est capable d'intégrer une réduction importante du temps de travail. Pourtant, le patronat préfère conserver la semaine de 40 heures parce qu'elle est la source de profits toujours très juteux. Mais, il peut intégrer, sans difficulté, cette donnée à l'organisation de la production sans que ses profits soient véritablement entamés. La revendication des 35 heures doit donc être intégrée dans l'exigence permanente de la di-

Les 35 heures tout de suite et sans diminution de salaires

Or, la réduction du temps de travail répond justement à cette double exigence.

1 — Les 35 heures doivent nous permettre d'améliorer notre existence. D'abord parce que cinq heures de travail en moins, c'est cinq heures de plus pendant lesquelles nous échapperons aux contraintes de la production capitaliste et qui pourront être utilisées, par chacun d'entre nous, à des activités qui permettent à l'individu de se retrouver en tant qu'être vivant et de développer ses capacités. Mais surtout, cette revendication est susceptible d'apporter, au moins partiellement, une réponse au grave problème du chômage. Imposer les 35 heures tout de suite et sans diminution de salaire revient à forcer la bourgeoisie à distribuer le travail entre tous. Réponse infiniment plus efficace que les lamentables mesures gouverne-

de saisir le Parlement et le gouvernement pour faire appliquer par la voie législative ce que les patrons refusent d'accorder par la concertation. Intéressant revirement de ceux qui, il y a peu de temps (voir ML n° 418, sur le congrès de l'URP), se gargarisaient de leur indépendance syndicale et dénonçaient violemment les militants d'extrême-gauche qui réclamaient une loi pour imposer les 35 heures !

En vérité, il faut faire un sort aux illusions du parlementarisme comme de la concertation patronat-syndicats. Les patrons, comme le gouvernement, n'entendent que le langage de la force, celui de la grève sous toutes ses formes. Sans lutter, nous n'obtiendrons rien.

Alain SAUVAGE